

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29532]

29 AOUT 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, les articles 44, 45, 46bis et 47;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 19 février 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juin 2013;

Vu l'avis 53.517/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 juillet 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 avril 2009, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2^o pouvoir organisateur : une personne morale de droit public, une fondation d'utilité publique ou une association sans but lucratif ayant son siège social en Belgique qui a pour objet d'apporter une aide telle que définie par le décret;

3^o commission : la commission d'agrément prévue à l'article 46 du décret;

4^o autorité mandante : le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse;

5^o arrêté du 7 décembre 1987 : arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du sept décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

6^o prise en charge : mise en œuvre des moyens par lesquels le parent d'accueil ou le service agréé apporte son aide au jeune ou son concours à la mesure prononcée au bénéfice du jeune dans le cadre d'un mandat décerné par une autorité mandante;

7^o situation : prise en charge d'un jeune ou d'une fratrie de jeunes dans le cadre de l'aide telle que définie par le décret;

8^o nombre de situations visées par le projet pédagogique : nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément ou, en ce qui concerne les services de prestations éducatives ou philanthropiques, le nombre de situations pouvant être traitées annuellement dans le cadre d'un projet pédagogique agréé;

9^o taux de prises en charge : le nombre moyen de situations effectives réalisées au cours d'une année. Ce taux est calculé de la manière suivante : nombre total de journées effectives de prise en charge de toutes les situations divisées par 365. Le quotient est ensuite multiplié par 100 et divisé par le nombre de situations visées par le projet pédagogique. S'il échet, le résultat ainsi obtenu est arrondi à l'unité inférieure. Pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques, le taux de prise en charge est calculé de la manière suivante : le nombre de prises en charge traitées au cours de l'année civile concernée divisé par le nombre des situations visées par le projet pédagogique du service agréé. Le quotient est ensuite multiplié par 100;

10^o arrêtés spécifiques : arrêtés déterminant les normes d'encadrement et les subventions par type de projet pédagogique;

11^o mandat : la mission confiée par une autorité mandante et acceptée par une personne ou par un service dans le cadre de son agrément;

12^o nouveau membre du personnel : personne débutant dans le secteur de l'aide à la jeunesse, exerçant une fonction d'accompagnement des jeunes pris en charge par un service agréé ou en relation avec ces jeunes et qui est engagée dans les liens d'un contrat de travail de plus de six mois à durée déterminée ou de remplacement ou d'un contrat à durée indéterminée dans un service agréé de l'aide à la jeunesse. Sont assimilées aux nouveaux membres du personnel, les personnes qui ont conclu plusieurs contrats d'une durée totale de plus de six mois dans les douze mois qui suivent la conclusion de son premier contrat de travail dans le secteur de l'aide à la jeunesse. ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au point 1^o, les mots « un établissement d'utilité publique » sont remplacés par les mots « une fondation d'utilité publique »;

2^o au point 2^o, les mots « conformes aux prescriptions en matière de sécurité en vigueur sur le territoire de la commune où se trouve le service agréé » sont insérés entre les mots « des lieux salubres » et les mots « et adaptés aux objectifs éducatifs »;

3^o l'article 3 est complété par un point 6^o rédigé comme suit :

« 6^o choisir pour le service un nom qui n'a pas d'homonyme parmi les services déjà agréés. ».

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « Il contient le règlement d'ordre intérieur applicable aux jeunes » sont abrogés;

2° un § 1bis rédigé comme suit est inséré entre le § 1^{er} et le § 2 :

« § 1bis. Le projet pédagogique contient le règlement d'ordre intérieur qui précise, selon chaque type de service agréé, les engagements du service, du jeune et de sa famille relatifs aux modalités de la prise en charge ».

3° le § 3 est remplacé par le § suivant :

« § 3. Le projet pédagogique est évalué conformément à l'article 50bis du décret.

Le cas échéant, le projet pédagogique est modifié en concertation avec les membres du service agréé. Il doit être remis à jour lorsqu'il ne correspond plus aux méthodes de travail du service agréé ou lorsqu'il est constaté que le projet pédagogique ne répond plus aux besoins. Le service agréé assume le nombre de situations visées par le projet pédagogique. Si le taux de prises en charge n'atteint pas 80 % sur une période annuelle, le service agréé en informe l'administration compétente, en le motivant. Il peut dépasser le taux de 100 % sur une période annuelle à condition de préserver la qualité de son projet. Le conseil pédagogique est consulté à cette occasion. ».

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004 sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} sont apportées les modifications suivantes :

a) au point 3°, les mots « définir le profil de chaque fonction au sein du service, » sont insérés avant les mots « justifier les qualifications particulières »;

b) le point 4° est remplacé par le point suivant :

« 4° préciser, en fonction des spécificités des services agréés, quelles attitudes et sanctions envers les jeunes sont proscrites; »;

c) le point 5° est remplacé par le point suivant :

« 5° indiquer les modalités selon lesquelles le service assure par le biais de son plan de formation et de manière concertée avec le personnel, la supervision pédagogique et la formation continuée du personnel; »;

d) à l'alinéa 1^{er}, les points 5°bis et 5°ter sont insérés entre le point 5° et le point 6° :

« 5°bis indiquer les modalités selon lesquelles le service assure l'évaluation de son action;

5°ter indiquer les modalités selon lesquelles toute personne visée à l'article 1^{er}, 1° à 4, du décret a la possibilité de donner librement son opinion et d'être écoutée quant à la manière dont elle perçoit l'intervention dont elle bénéficie et les effets qu'elle produit; »;

e) un point 8°, rédigé comme suit, est ajouté :

« 8° mentionner la composition du conseil d'administration et la fonction de ses membres; »;

f) un point 9°, rédigé comme suit, est ajouté :

« 9° mentionner la ou les personnes auxquelles la direction du service est confiée. ».

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 5. L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. § 1^{er}. Au sein de chaque service agréé, un conseil pédagogique composé de la direction et du personnel est mis en place. Dans les services agréés résidentiels, les jeunes sont concertés au moins une fois par an.

§ 2. Le conseil pédagogique examine au moins une fois par an :

1° l'application du code de déontologie;

2° le programme de formation et de supervision pédagogique;

3° les processus de participation mis en place par le service agréé et visés par l'article 50quinquies du décret.

§ 3. Le conseil pédagogique procède à l'évaluation du projet pédagogique selon les modalités visées à l'article 4, § 3.

§ 4. Le conseil pédagogique reçoit copie de l'arrêté d'agrément du service. Il est également informé, dans les 4 mois de l'assemblée générale statutaire, sur les comptes annuels et sur l'affectation des subventions. ».

Art. 6. A l'article 7 du même arrêté, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « doivent être de bonne vie et mœurs », sont remplacés par les mots « fournissent au moins tous les 5 ans un extrait du casier judiciaire du modèle visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle »;

2° le § 2 est abrogé;

3° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le pouvoir organisateur veille à ce que les membres du personnel :

1° possèdent les qualités de contact et d'équilibre émotionnel nécessaires à la bonne exécution de leurs prestations;

2° soient aptes à adopter les attitudes pédagogiques adéquates;

3° soient aptes à participer à l'éducation des jeunes. »;

4° au § 5, alinéa 1^{er}, la phrase « Le service a un délai de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent arrêté pour se conformer à cette disposition. » est abrogée.

Art. 7. L'article 9, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. § 1^{er} Les services agréés ouvrent un dossier au nom de chaque jeune pour lequel ils reçoivent un mandat. Ce dossier, qui peut être électronique, peut être consulté par les fonctionnaires visés à l'article 3, 4°.

Il contient :

- 1° les renseignements d'ordre administratif, notamment ceux relatifs aux prestations sociales;
- 2° hormis pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques dans le cadre des offres restauratrices, le projet éducatif individualisé du jeune ainsi que les pièces relatives à son évolution;
- 3° une copie des rapports adressés aux autorités mandantes;
- 4° les renseignements concernant la santé et les examens d'orientation professionnelle et médico-psychologiques;
- 5° pour le jeune visé à l'article 12, § 2, du décret, le document attestant que le jeune a été informé dès sa prise en charge de son droit à communiquer avec un avocat.

§ 2. Lorsqu'un service agréé refuse la prise en charge pour un autre motif que le manque de place, il transmet un document indiquant les motivations du refus à l'autorité mandante qui a sollicité la prise en charge. Une copie est conservée dans le dossier du jeune et est tenue à la disposition de l'administration compétente. ».

Art. 8. A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et aux conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse des arrondissements dans lesquels les services exercent leurs activités » sont abrogés.

2° à l'alinéa 2, les mots « visés à l'article 1^{er}, 14° » sont abrogés.

Art. 9. A l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « les services doivent tenir » sont remplacés par les mots « les services agréés tiennent »;
- b) à l'alinéa 3, la phrase « Les bonis éventuels cumulés sur les subventions doivent être maintenus dans les comptes du service. » est abrogée;

2° au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

- a) l'alinéa 1^{er} est abrogé;
- b) à l'alinéa 2, les points b) à e) sont remplacés par les points suivants :
 - « b) le respect des dispositions de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif et de l'application des dispositions du présent arrêté ainsi que des arrêtés spécifiques;
 - c) les différentes rubriques du bilan et du compte de résultats, et de leur fondement;
 - d) le résultat de l'exercice comptable vérifié;
 - e) la capacité du pouvoir organisateur à faire face à ses dettes à un an au plus avec ses actifs circulants. »;

3° au § 3 sont apportées les modifications suivantes :

- a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « juin » est remplacé par le mot « juillet »;
- b) le § 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :
 - « Les services agréés communiquent, dans les trois mois suivant la demande, toutes les données sollicitées par le Ministre et selon les modalités définies par celui-ci. »;

4° le § 4 est abrogé.

Art. 10. A l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « dans le mois » sont remplacés par les mots « dans les trois mois »;
- b) les mots « dans la grille normalisée » sont insérés entre les mots « des données fournies » et « lors de l'examen de la demande d'agrément »;

2° à l'alinéa 2, les mots « , notamment dans le cadre des applications informatiques imposées » sont insérés après les mots « formulée par l'administration »;

3° l'article 13 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsqu'un service agréé est en défaut de produire un des documents comptables dans les délais visés à l'article 11, § 3, une mise en demeure est notifiée par le Ministre en application de l'article 28, § 2, 4°. Si le service agréé ne satisfait pas à cette mise en demeure et après accord du Ministre, le paiement des subventions provisionnelles pour frais de personnel et de fonctionnement peut être suspendu jusqu'à ce que le document demandé soit parvenu à l'administration compétente, sans préjudice de l'application des dispositions reprises à l'article 28, § 2, 4°, et §§ 3 et 4. La personne qui assure la direction informe le personnel de cette mise en demeure. ».

Art. 11. A l'article 15, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, les mots « 13° à 15° » sont remplacés par les mots « 12° et 13° ».

Art. 12. A l'article 16 du même arrêté, § 3, le point h) est abrogé.

Art. 13. A l'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « 8 jours » sont remplacés par les mots « 15 jours »;

b) les mots « ainsi que la ou les personnes assurant la fonction de direction, » sont insérés entre les mots « les promoteurs du projet, » et les mots « de l'examen de son dossier. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « et la direction » sont remplacés par les mots « ainsi que la ou les personnes assurant la fonction de direction ».

Art. 14. A l'article 19, § 2, les mots « en vertu de leur mandat » sont remplacés par les mots « dans l'exercice de leur fonction ».

Art. 15. A l'article 20 du même arrêté modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, les mots « au directeur » sont remplacés par les mots « à la ou les personnes assurant la fonction de direction ».

Art. 16. A l'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° la phrase « Ils joignent à cette demande, pour constituer le dossier visant à obtenir l'avis d'opportunité visé à l'article 46, § 3, du décret : » est remplacée par la phrase « Pour constituer le dossier visant à obtenir l'avis d'opportunité visé à l'article 46, § 3, du décret, ils joignent à cette demande : »;

2° au point 4°, les mots « de la personne à qui sera confiée » sont remplacés par les mots « de la ou des personnes à qui ou auxquelles sera confiée »;

3° le point 5°, abrogé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 5° si le pouvoir organisateur est constitué sous forme d'association sans but lucratif, une note établissant les dispositions prévues en matière de gestion financière, de tenue de la comptabilité et de gestion des charges salariales du personnel. ».

Art. 17. A l'article 24, § 4, du même arrêté, les mots « qu'un an » sont remplacés par les mots « que six mois ».

Art. 18. L'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. Le Ministre ou son délégué saisit la commission lorsqu'il ou elle constate :

1° que le projet pédagogique d'un service agréé n'est pas respecté, notamment si, et hormis pour les services d'aide en milieu ouvert, le taux de prises en charge n'atteint pas, soit 80 % au cours des trois périodes annuelles consécutives concernées, soit 60 % au cours de l'une des trois périodes annuelles concernées;

2° qu'un service agréé a effectué des dépenses étrangères aux réglementations sociales et fiscales;

3° que des subventions sont utilisées par un service agréé pour des dépenses étrangères à l'éducation et à l'encadrement pédagogique des jeunes. ».

Art. 19. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. § 1^{er}. Tout changement de pouvoir organisateur ou de modification du projet pédagogique donne lieu à un avis de la commission sur la base de l'article 46, § 1, du décret.

§ 2. Toute modification de la localisation des locaux du service agréé fait l'objet d'un rapport de l'administration compétente. Celui-ci est tenu à la disposition des membres de la commission.

Lorsque l'administration compétente l'estime opportun, et en tous cas lorsqu'elle émet un avis défavorable lors de toute modification de localisation des locaux du service agréé, elle saisit la commission qui remet un avis dans les trois mois de la réception du dossier, sur la base de l'article 46, § 1, du décret.

Si elle l'estime opportun, la commission peut également se saisir d'office, selon les modalités fixées par son règlement d'ordre intérieur.

Art. 20. A l'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « article 49 » sont remplacés par les mots « article 46bis, alinéa 2 »;

b) la phrase « Dans les trois mois de la réception du dossier par la commission, celle-ci remet un avis sur le maintien de l'agrément. » est remplacée par la phrase « Lorsque l'administration compétente l'estime opportun, et en tous cas lorsqu'elle émet un avis défavorable, elle saisit la commission qui remet un avis dans les trois mois de la réception du dossier. »;

c) la phrase « Si elle l'estime opportun, la commission peut également se saisir d'office, selon les modalités fixées par son règlement d'ordre intérieur. » est insérée après l'alinéa 1;

2° à l'alinéa 2, les mots « Sur base de l'avis de la commission, ou si la commission n'a pas remis son avis » sont remplacés par les mots « Sur base de l'avis de l'administration compétente et, le cas échéant, de la commission, ou si l'avis n'a pas été remis ».

Art. 21. A l'article 28 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° un § nouveau, rédigé comme suit, est inséré avant le § 1^{er} qui devient le § 2 nouveau :

§ 1^{er}. Un rappel à l'ordre peut être envoyé au service agréé par l'administration compétente lorsque celle-ci constate que le service agréé ne satisfait plus aux obligations fixées par les articles 9, 10, 11 et 13 du présent arrêté ou que l'analyse comptable montre que le service agréé est en situation de ne plus pouvoir assumer ses obligations envers les tiers. » .

2° au § 2 nouveau, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 2° est remplacé par le point suivant :

« 2° qu'un service agréé ne répond plus aux principes de programmation visés à l'article 43bis du décret; »;

b) au point 5°, le mot « indiquant » est abrogé;

c) le § 2 nouveau est complété par un point 6° rédigé comme suit :

« 6° que l'analyse comptable montre que le service agréé est en situation de ne plus pouvoir assumer ses obligations envers les tiers. »;

3° au § 2 nouveau, alinéa 2, les mots « 3°, 4° et 5° » sont remplacés par les mots « 3°, 4°, 5° et 6° ».

4° les §§ 2 et 3 deviennent les §§ 3 et 4 nouveaux.

Art. 22. A l'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Toute dépense effectuée doit être justifiée; les preuves de paiement sont tenues à la disposition de l'administration compétente. Seules les charges effectives visées sur la base du présent arrêté et des arrêtés spécifiques déterminent le résultat établi par l'administration compétente.

En cas de désaccord sur le montant d'une subvention provisionnelle ou définitive fixé par l'administration compétente, le service agréé dispose d'un délai de deux mois endéans la date de réception de la lettre de l'administration compétente fixant la subvention pour adresser par écrit une demande motivée de révision. Le cas échéant, un délai supplémentaire d'un mois peut être sollicité par le service agréé afin de compléter l'argumentation. En cas de non-respect de ces échéances, la décision initiale acquerra un caractère définitif sauf s'il est établi qu'une erreur est imputable à l'administration compétente.

Lorsque l'administration compétente a décidé de récupérer tout ou partie d'une subvention avancée, le service agréé concerné peut, dans les trois mois qui suivent la réception de la décision, faire valoir par écrit ses arguments sur les modalités de la récupération. Passé ce délai, et après examen des moyens invoqués par le service agréé, l'administration compétente fait connaître sa décision et procède, s'il échet, à la récupération immédiate. Si des circonstances particulières le justifient, elle peut octroyer des termes et délais.

Les subventions avancées qui doivent être récupérées par l'administration compétente peuvent être portées en déduction des subventions allouées.

L'employeur informe les représentants des travailleurs de la notification de l'administration compétente, dans le mois de sa réception. »;

2° le § 3 est complété par la disposition suivante

« Les placements éthiques sont privilégiés. ».

Art. 23. A l'article 30 du même arrêté, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , ni les bourses d'études obtenues par les jeunes lorsqu'elles sont utilisées exclusivement au bénéfice des jeunes pour lesquels elles sont octroyées » sont remplacés par les mots « Les bourses d'étude majorent les subventions pour frais ordinaires d'éducation et d'encadrement des jeunes »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Toute subvention ou tout remboursement de frais exposés est repris de manière séparée et détaillée, tant en charges qu'en produits, dans les comptes annuels dont question à l'article 11, § 1^{er}. »;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« En cas de cofinancement d'un même emploi par un autre pouvoir public, l'intervention financière de l'autre pouvoir public est déduite de la subvention provisionnelle allouée au service agréé. Pour la fixation de la subvention définitive du service agréé, seules les dépenses effectives de celui-ci sont prises en considération. »;

4° à l'alinéa 4 les mots « à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse » sont remplacés par les mots « à l'article 45bis du décret ».

Art. 24. A l'article 31 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point 4°, les mots « agréé ou par l'arrêté d'agrément propre au projet pédagogique particulier » sont insérés après les mots « projet pédagogique du service »;

b) le point 5°, est complété par la disposition suivante :

« dans ce cas, est assimilé à la qualification d'éducateur classe 1, l'éducateur de classe 2A et 2B en formation continuée qui obtiendra le diplôme de bachelier éducateur classe 1 la dernière année du triennat qui précède la période sur laquelle porte la subvention triennale à adapter; dans ce cas, est assimilé à la qualification d'éducateur classe 2A l'éducateur de classe 3 en formation continuée qui obtiendra le diplôme requis pour accéder à la fonction d'éducateur classe 2A la dernière année du triennat qui précède la période sur laquelle porte la subvention triennale à adapter; dans ce cas est assimilé à la qualification de rédacteur ou d'économiste, l'administratif en formation continuée qui obtiendra la dernière année du triennat qui précède la période sur laquelle porte la subvention triennale à adapter le diplôme requis pour accéder aux fonctions précitées; »;

c) au point 7°, les mots « celle-ci ne pouvant être supérieure à trois ans pour chaque triennat » sont remplacés par les mots « cette évolution ne pouvant être supérieure à trois ans pour chaque triennat, sauf dérogation accordée par le Ministre, après avis de l'administration compétente; »;

d) le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par les points 8° à 11° suivants et rédigés comme suit :

« 8° pour les services agréés dont le projet pédagogique implique l'hébergement intra muros 24 heures sur 24, la masse salariale globale calculée est majorée d'un montant provisionnel pour le paiement des primes de nuit, selon les modalités fixées par l'administration compétente;

9° pour les services agréés dont le projet pédagogique implique l'accompagnement des jeunes en séjours extérieurs de vacances, la masse salariale globale calculée est majorée d'un montant provisionnel pour le paiement des suppléments découlant de l'application des Conventions collectives de travail, en matière d'indemnités de séjours extérieurs, par rapport au tarif de 12,39 EUR non indexable par journée d'accompagnement;

10° pour les services agréés dont les normes d'effectif visées au 4° prévoient l'occupation de maximum 1 fonction de direction à temps plein occupée par un directeur barème A, la masse salariale globale annuelle calculée est majorée d'un montant provisionnel annuel pour le paiement d'une prime au personnel de direction susmentionné, selon les modalités fixées ci-après :

a) lorsque les normes d'effectif précitées correspondent à moins de 10 emplois équivalents temps pleins, le montant provisionnel supplémentaire est fixé à 333,19 EUR/an indexables par directeur susmentionné justifiant au moins 3 ans de fonctions éducatives;

b) lorsque les normes d'effectif précitées correspondent à moins de 10 emplois équivalents temps pleins, le montant provisionnel supplémentaire est fixé à 409,87 EUR/an indexables par directeur susmentionné justifiant au moins 12 ans de fonctions éducatives, dont au moins 6 ans dans une fonction de direction d'un service agréé;

c) lorsque les normes d'effectif précitées correspondent à au moins 10 emplois équivalents temps pleins, le montant provisionnel supplémentaire est fixé à 409,87 EUR/an indexables par directeur susmentionné justifiant au moins 3 ans de fonctions éducatives;

d) pour les directeurs susmentionnés entrés en fonction après le 1^{er} octobre 2012 dans un service agréé, l'obtention de la prime est conditionnée à la participation à un module de formation spécifique dont les modalités sont fixées par le Ministre; »;

11° pour les emplois visés au 4°, la partie de la subvention provisionnelle afférente à la différence entre les échelles de rémunérations revalorisées visées à l'annexe 4 du présent arrêté, en application des accords du non marchand, et les échelles de rémunération au 1^{er} septembre 2001 visées à l'annexe 5 du présent arrêté, fait l'objet d'une subvention provisionnelle annuelle distincte.

En application des accords du non marchand, pour les emplois occupés en dehors du cadre résultant de l'application des normes de référence visées au 4° et dans le cadre de programmes fédéraux et régionaux d'aide à l'emploi, la partie de la subvention provisionnelle afférente à la différence entre les échelles de rémunérations revalorisées visées à l'annexe 4 du présent arrêté, en application des accords du non marchand, et les échelles de rémunération au 1^{er} septembre 2001 visées à l'annexe 5 du présent arrêté, fait l'objet de l'octroi d'une subvention provisionnelle annuelle distincte, pour autant que l'activité des titulaires de ces emplois soient en rapport avec l'aide aux jeunes.

En application des accords du non marchand, pour les emplois Maribel financés par le Fonds Maribel et occupés en dehors du cadre résultant de l'application des normes de référence visées au 4°, la partie de la subvention provisionnelle afférente à la différence entre les échelles de rémunérations revalorisées visées à l'annexe 4 du présent arrêté, en application des accords du non marchand, et les échelles de rémunération revalorisées applicables en 2006 visées à l'annexe 6 du présent arrêté, fait l'objet de l'octroi d'une subvention provisionnelle annuelle distincte, pour autant que l'activité des titulaires de ces emplois soient en rapport avec l'aide aux jeunes. »;

2° au § 1^{er}, l'alinéa 2 est supprimé;

3° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le pourcentage visé à l'alinéa 1^{er} est fixé sur une base minimale comme suit :

- à 54 % pour les services d'aide en milieu ouvert, les centres de jour et les services d'aide et d'intervention éducative;

- à 48,84 % pour les services de protutelle;

- à 49,55 % pour les services de placement familial;

- à 53,42 % pour les services de placement familial d'urgence et à court terme;

- à 52,23 % pour les centres d'orientation éducative et les services de prestations éducatives ou philanthropiques;

- à 61,06 % pour les autres catégories de services agréés que prémentionnés. ».

Art. 25. L'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2003 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. Au plus tard le 30 juin qui précède la fin de la période de 3 ans visée à l'article 31, § 1^{er}, le service transmet à l'administration compétente, selon les modalités qu'elle détermine, les données utiles à la détermination du montant des subventions provisionnelles nécessaires pour la période de 3 ans suivante; il communique si nécessaire les données complémentaires utiles.

L'administration compétente procède au calcul de la subvention provisionnelle pour la période de 3 ans suivante et en informe le service agréé dans les meilleurs délais.

Le personnel pris en considération pour le calcul de la subvention est le personnel titulaire de l'emploi subsidié inscrit au registre du personnel le 31 décembre de l'avant dernière année du triennat précédent celui pour lequel l'adaptation est demandée. La subvention provisionnelle est établie sur la base de l'ancienneté du personnel acquise le 1^{er} juillet de la seconde année du triennat suivant.

Le Ministre procède à l'adaptation de la subvention pour la période de 3 ans.

Lorsqu'un emploi du cadre déterminé en application des normes de référence visées à l'article 31, § 1^{er}, 4°, est vacant, celui-ci est subventionné à concurrence de l'échelle barémique de la fonction non occupée avec une ancienneté de trois ans. ».

Art. 26. L'article 33 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 33. En cas de modification du projet pédagogique entraînant une modification du subventionnement, la subvention provisionnelle allouée au service agréé suivant les modalités prévues à l'article 31, § 1^{er}, est adaptée à partir de la date d'entrée en vigueur de cette modification. ».

Art. 27. A l'article 34 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2003 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004 et complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) mots « chaque année » sont remplacés par les mots « pour chaque exercice comptable annuel » et le mot « justificatives » est abrogé;

b) le § 1^{er} est complété par des alinéas rédigés comme suit :

« Après la fin de chaque année civile, le service agréé renseigne à l'administration compétente le montant des dépenses réelles, à l'exclusion des provisions pour pécules de vacances, de l'année précitée.

L'administration compétente récupère, après la fin de la période visée à l'article 31, § 1^{er}, le trop-perçu éventuel par rapport à la subvention provisionnelle allouée durant la période précitée y compris le cas échéant l'intervention visée au § 3 du présent article, dont l'utilisation n'est pas justifiée. En cas de cessation des activités du service agréé, la récupération du trop-perçu intervient avant la fin de la période visée à l'article 31, § 1^{er}. »;

2° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « Ministère de l'Emploi et du Travail » sont remplacés par les mots « service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale »;

3° au § 3, alinéa 2, les mots « , par lettre recommandée, » sont remplacés par les mots « par voie postale ou électronique »;

4° les §§ 4 et 5 sont remplacés par les §§ 4 et 5 suivants :

« § 4. Une norme minimale d'encadrement est respectée pendant la durée du triennat. Elle est établie sur la base des modalités suivantes :

1° le nombre total des heures rémunérées, prestées ou assimilées, y compris les heures de préavis non prestées, durant le triennat par l'ensemble du personnel du service agréé, tel que défini par son arrêté individuel d'agrément, est établi à la fin du triennat;

2° le nombre total d'heures visé au point 1° est comparé au nombre total d'heures légales prévues pour le service agréé pour une période de trois ans, soit 1976 heures multipliées par 3, multipliées par le nombre d'équivalents temps plein du service agréé concerné tel que défini par son arrêté individuel d'agrément;

3° le nombre total des heures visé au point 1° ne peut être inférieur de plus de 2400 heures pour les services agréés de 1 à 9 emplois équivalent temps plein prévus en application de l'article 31, § 1^{er}, 4°, 3400 heures pour les agréés de 10 à 14 emplois équivalent temps plein prévus en application de l'article 31, § 1^{er}, 4°, et de 4400 heures pour les services agréés de plus de 14 emplois équivalent temps plein prévus en application de l'article 31, § 1^{er}, 4°, par rapport au nombre total d'heures visé au point 2°. Le service agréé s'assure que toutes les dispositions ont été prises pour appliquer la convention collective de travail n° 35 du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel modifiée par la convention collective de travail n° 35 du 9 février 2000;

4° en cas de non respect des normes visées au point 3°, un rappel à l'ordre sera envoyé par l'administration compétente. En cas de récidive, après un avis de la commission, l'administration compétente proposera au Ministre une réduction de la subvention provisionnelle pour le triennat suivant.

§ 5. Les charges de personnel non couvertes par des subventions octroyées dans le cadre des programmes fédéraux et régionaux d'aide à l'emploi, peuvent justifier les subventions pour frais fixes de personnel, pour autant que ces charges soient liées à des activités visées par l'agrément du service ou par une subvention octroyée par le Ministre. »;

5° un § 6, rédigé comme suit, est ajouté après le § 5 :

« § 6. La subvention pour frais de personnel peut également couvrir les dépenses de fonctionnement telles que visées à l'article 35 du présent arrêté. Pour les services d'accueil et d'aide éducative, cette couverture ne pourra excéder 7,5 % du montant de la subvention triennale pour frais de fonctionnement. Pour les autres services agréés, elle ne pourra excéder 5 %. ».

Art. 28. A l'article 35, § 1^{er} du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 2°, la phrase « Un taux d'amortissement de 20 % peut être pris en considération pour les frais de notaire et d'architecte qui se rapportent à ces immeubles. » est insérée entre les mots « est fixé à 3,333 %. » et les mots « Un taux d'amortissement »;

2° le point 7° est complété par les mots suivants : « , assurance en défense justice, assurance en responsabilité civile pour les membres du conseil d'administration dans l'exercice de leurs fonctions »;

3° le point 8° est remplacé par le point suivant :

« 8° les frais et honoraires d'avocats, d'experts et d'huissiers de justice, ainsi que les frais et dépens visés aux articles 1017 à 1024 du Code judiciaire, exposés pour les besoins de la défense en justice des membres du personnel et du pouvoir organisateur, dans le cadre de procédures les opposant aux bénéficiaires de l'aide apportée par le service agréé, sous déduction des frais et dépens visés aux articles 1017 à 1024 du Code judiciaire effectivement récupérés à charge du bénéficiaire de l'aide »;

4° au point 9°, les mots « 3.111,39 EUR » sont remplacés par les mots « 4.667,08 EUR »;

5° au point 11°, les modifications suivantes sont apportées :

a) au a), les mots « 4.065,45 EUR » sont remplacés par les mots « 5.680,83 EUR »,

b) au b), les mots « 4.397,38 EUR » sont remplacés par les mots « 6.145,73 EUR »,

c) au c), les mots « 6.513,15 EUR » sont remplacés par les mots « 9.102,70 EUR »;

6° au point 12°, les mots « et aux entreprises de travail intérimaire » sont insérés entre les mots « pour l'emploi » et les mots « pour des tâches ponctuelles »;

7° au point 15°, les mots « en Belgique; le subventionnement des frais de formation à l'étranger est subordonné à l'accord de l'administration » sont abrogés;

8° le point 16° est remplacé par le point suivant :

« 16° les frais de déplacements de service et de missions du personnel, des superviseurs et formateurs, en Belgique ou dans les pays limitrophes, sur la base du tarif kilométrique applicable au personnel de l'administration compétente; »;

9° le § 1^{er} est complété par un point 26° rédigé comme suit :

« 26° les frais de représentation limités à 350 EUR indexables par service agréé. ».

Art. 29. A l'article 36 du même arrêté, les mots « article 41 » sont remplacés par les mots « article 39 ».

Art. 30. A l'article 37 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Outre les missions définies dans ces arrêtés spécifiques, les services agréés peuvent également, après avis de l'administration compétente et accord du Ministre, exercer une action de recherche, d'expérimentation, d'expertise et de développement du secteur de l'aide à la jeunesse visant à l'amélioration des pratiques développées par les services agréés qui contribuent à l'application du décret. Ces actions sont limitées à une période de trois ans, renouvelable une fois pour une période d'un an. »;

2° l'article 37 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Outre les missions définies dans ces arrêtés spécifiques, les services d'accueil et d'aide éducative, les centres d'accueil spécialisés et les services qui mettent en œuvre un projet pédagogique particulier relatif à des prises en charge en hébergement peuvent également organiser des projets éducatifs de rupture. ».

Art. 31. A l'article 38 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « 10 ans » sont remplacés par les mots « 7 ans »;

2° à l'alinéa 4, les mots «; - le relevé contradictoire du trousseau est conservé 3 ans par le service » sont abrogés.

Art. 32. L'article 39 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A dater de janvier 2013, les montants des subventions forfaitaires pour frais de fonctionnement octroyés aux services agréés sur la base des articles 35 et 36 sont remplacés par le quotient issu du rapport entre le montant forfaitaire en vigueur en décembre 2012 au numérateur et 1,018 au dénominateur. ».

Art. 33. A l'article 43, § 2, point 2° du même arrêté, les mots « point 2 » sont remplacés par les mots « point 3 ».

Art. 34. L'article 44 du même arrêté est abrogé.

Art. 35. A l'annexe 1^{re} du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au A., sont apportées les modifications suivantes :

a) Au point 1° sont apportées les modifications suivantes :

i. les mots «, y inclus l'ancienneté pécuniaire calculée sur base des dispositions reprises à l'annexe 2, A du présent arrêté, » sont abrogés;

ii. le point 1° est complété par la disposition suivante :

« Le paiement des rémunérations inclut l'ancienneté pécuniaire calculée sur la base des dispositions reprises à l'annexe 2, A du présent arrêté, hormis la disposition relative à la prise de rang. »;

b) le point 2° est remplacé par le point 2° rédigé comme suit :

« 2° le paiement des charges patronales légales afférentes aux rémunérations, ainsi que le paiement de l'assurance-loi.

A titre transitoire, à des fins de régularisation, les primes relatives à l'assurance-loi de l'année précédente peuvent être prises en considération et être réparties sur les trois années du triennat en cours; »;

c) au point 3°, les modifications suivantes sont apportées :

i. à l'alinéa 1^{er}, les mots « de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, soit les charges suivantes » sont remplacés par les mots « de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone »;

ii. au point b), le mot « 495,79 » est remplacé par les mots « 495,79 EUR »;

iii. au point d), les mots « d'un maximum de 12.39 EUR, non indexables, » sont remplacés par les mots « du montant d'indemnité prévu par les conventions collectives de travail de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, »;

d) au point 4°, le point a) est remplacé par le point suivant :

« lorsque la durée du préavis est prolongée par la juridiction compétente, consécutivement à un recours du membre du personnel, le Ministre décide si tout ou partie des coûts supplémentaires décidés par la juridiction précitée sont pris en considération pour justifier la subvention provisionnelle. Lorsqu'il est donné pour cause de cessation définitive des activités du service, le préavis doit être presté jusqu'à la fin des activités du service. »;

e) au point 5°, les mots « § 10°, 11°, 13°, 22° et 25° » sont remplacés par les mots « 9°, 10°, 11°, 13°, 22° et 25° »;

f) le point 6° est remplacé par le point suivant :

« 6° le paiement de l'indemnité de prépension, pour autant que les dispositions légales en matière de prépension soient respectées; »;

g) au point 7°, les mots « dépenses d'assurance-loi » sont remplacés par les mots « charges effectives visées au 2° »;

h) au point 8°, les mots « ou de fonds sociaux sectoriels » sont insérés entre les mots « personnes morales de droit public » et « , le cas échéant »;

i) le point 9° est remplacé par le point suivant :

« 9° l'octroi d'avantages complémentaires prévus dans le statut public du service agréé pour autant que les conditions suivantes soient intégralement réunies :

a) que les charges de salaires et appointements liquidés au bénéfice du personnel participent du régime général applicable à l'ensemble du personnel sous statut public de l'entité;

b) que les barèmes relatifs aux salaires et appointements précités soient rendus obligatoires par l'autorité régionale qui exerce la tutelle du contrôle des dépenses;

c) que les emplois prévus au cadre du service agréé tel que défini dans son arrêté d'agrément soient complètement pourvus en nombre et par fonctions;

d) que les titulaires des emplois précités ne soient pas occupés dans le cadre des programmes fédéraux et régionaux d'aide à l'emploi; »;

j) le point A. est complété par les points 10° et 11° rédigés comme suit :

« 10° la cotisation mensuelle versée au Fonds social "Old Timer" en application de la convention collective ad hoc, dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée "Plan Tandem", est considérée comme une charge admissible;

Pour le secteur public, ce dispositif doit être préalablement reconnu par le Gouvernement de la Communauté française comme offrant des avantages et garanties semblables à celles prévues par la convention collective précitée;

11° une prime annuelle brute, allouée uniquement aux directeurs barème A, à condition que les normes d'effectif visées à l'article 31, § 1^{er}, 4°, prévoient l'occupation de maximum 1 fonction de direction équivalent temps plein, non compris les fonctions de coordinateurs :

a) lorsque les normes d'effectif visées à l'article 31, § 1^{er}, 4°, correspondent à moins de 10 emplois équivalents temps pleins, la prime est fixée à 333,19 EUR/an indexables pour le directeur justifiant au moins 3 ans de fonctions éducatives;

b) lorsque les normes d'effectif précitées correspondent à moins de 10 emplois équivalents temps pleins, la prime est fixée à 409,87 EUR/an indexables pour le directeur justifiant au moins 12 ans de fonctions éducatives, dont au moins 6 ans dans une fonction de direction d'un service agréé;

c) lorsque les normes d'effectif précitées correspondent à au moins 10 emplois équivalents temps pleins, la prime est fixée à 409,87 EUR/an indexables pour le directeur justifiant au moins 3 ans de fonctions éducatives;

d) pour les directeurs entrés en fonction après le 1^{er} octobre 2012 dans un service agréé, l'obtention de la prime est conditionnée à la participation à un module de formation spécifique dont les modalités sont fixées par le Ministre;

e) la prime est octroyée proportionnellement à l'horaire hebdomadaire presté et payée mensuellement par douzième; il n'est pas tenu compte de cette prime pour le calcul de l'allocation de fin d'année précitée au point a). »;

2° le B. est complété par un point 6° rédigé comme suit :

« 6° les rémunérations et avantages complémentaires payés qui ne respectent pas en tout ou en partie les dispositions légales réglementaires en matière sociale et fiscale ».

Art. 36. A l'annexe 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au A., point 1, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point, a), les mots « ces prestations sont prises en considération à partir de l'âge de prise de rang indiqué après la fonction à l'annexe 4 du présent arrêté » sont abrogés.;

b) au point, a), les alinéas 2 à 5 sont abrogés;

c) le point c), est remplacé par le point suivant :

« c) Les périodes de crédits-temps à temps plein sont, à concurrence de maximum un an, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire subsidiable; »;

2° au A., point 4 les mots « et à partir de 24 ans ou 21 ans selon la fonction de direction occupée; » sont abrogés;

3° au A., point 4., a), les mots « ou masters » sont insérés entre les mots « d'une des licences » et le mot « universitaires »;

4° au A., au point 5., les mots « Les documents suivants sont » sont remplacés par les mots « Un des documents suivants est »;

5° au B., alinéa 2, les mots « Pour le calcul de cette ancienneté, il est tenu compte des dispositions visées au point A de la même annexe, avec toutefois les limites suivantes » sont remplacés par les mots « L'ancienneté pécuniaire reconnue dans le secteur de l'aide à la jeunesse est déterminée en tenant compte des limites suivantes : »;

6° au B., au point 1°, sont apportées les modifications suivantes :

a) au point a), les mots « relative à la protection de la jeunesse » et « relatif à l'aide à la jeunesse » sont abrogés;

b) le point b) est abrogé, le point c) devenant le point b) nouveau rédigé comme suit :

« b) dans un service ou un établissement agréé par un autre pouvoir public dans le cadre d'activités s'adressant principalement aux jeunes. »;

7° au B., 4°, le mot « douze » est remplacé par le mot « dix-huit ».

Art. 37. § 1^{er}. Aux articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 20, 27, 28, 29, 30, 31, 34, 35, 36, 38, 41, 43, 44bis, 44ter, 44quater, à l'annexe 1^{re} et à l'annexe 2 du même arrêté, et sauf s'il est fait référence à l'intitulé d'une réglementation, les mots « service » ou « services » sont remplacés respectivement par les mots « service agréé » ou services agréés ».

§ 2. Aux articles 34, 35 et à l'annexe 2 du même arrêté, et sauf dans l'expression « frais d'administration » le mot administration est remplacé par les mots « administration compétente ».

Art. 38. A l'annexe 3 du même arrêté, complétée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 avril 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° au A., point 5°, 1^{er} tiret, les mots « diplôme ou » sont supprimés;

2° au A., le point 6°, 1^{er} tiret, est complété par les mots suivants :

« ou certificat d'enseignement secondaire du 2^e degré »;

3° au B., le point 1° est complété par les mots suivants :

« ou bachelier en psychologie, en sciences de l'éducation et en sciences sociales »;

4° au B., le point 2° est remplacé par le point suivant :

« 2° Licencié ou master dans le secteur des sciences humaines et sociales, tel que visé au point 1 de l'article 3, § 1^{er}, du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment les licences ou masters en droit, en criminologie, en psychologie, en sciences de l'éducation et en sciences sociales, en sciences de la famille et de la sexualité) ou licencié ou master dans la spécialité fixée par le Ministre, dans les cas où cette possibilité est prévue par l'arrêté spécifique afférent au type de projet pédagogique ou à la catégorie de services concerné. »;

5° au C., le point 1°, le 1^{er} tirait, est complété par ce qui suit :

« ou certificat d'enseignement secondaire du 2^e degré »;

6° au C., point 4°, le 1^{er} tiret est remplacé par ce qui suit :

« - un diplôme de gradué ou bachelier en comptabilité, gestion ou économet, soit un autre titre assimilé; »;

7° au C., point 4°, le 2^e tiret est remplacé par le tiret suivant :

« - est assimilé à cette qualification, le membre du personnel qui exerce de manière ininterrompue depuis le 1^{er} janvier 2007, quel que soit l'horaire hebdomadaire presté, la fonction d'économiste telle que définie au 3° et ce, dans un service agréé sur base du présent arrêté ou dans un service privé de formation et de perfectionnement visé à l'article 45bis du décret; »;

8° au C., point 4°, 3^e tiret, (1), les mots « à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse » sont remplacés par les mots « à l'article 45bis du décret »;

9° au E., point 1°, a), 2^e tiret, les mots « ou master » sont insérés entre les mots « une licence » et les mots « dans le secteur »;

10° au E., le point 1°, a), est complété par le tiret suivant :

« - ou un master en Ingénierie et action sociales. »;

11° au E., le point 1°, b), est complété par les tirets suivants :

« - ou un master, soit en sciences commerciales soit en gestion de l'entreprise soit en sciences de gestion ou assimilé;

- ou un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur en gestion, comptabilité, économie ou assimilé. »;

12° au E., au point 3°, 2^e tiret, les mots « une licence » sont remplacés par les mots « soit une licence ou master »;

13° au E., au point 3°, les 3^e et 4^e tirets sont remplacés par les tirets suivants :

« - ou un master en Ingénierie et action sociales;

- ou une licence ou master en sciences économiques appliquées ou en sciences commerciales ou en sciences du travail ou en gestion de l'entreprise ou en sciences de gestion ou assimilé;

- et une expérience de six ans équivalent temps plein de fonctions éducatives ou de gestion. ».

Art. 39. Le même arrêté est complété par une annexe 5 rédigée comme suit :

Annexe 5

Echelles barémiques de rémunération en euros visées à l'article 31, § 1^{er}, 11°, du présent arrêté, pour le calcul de la subvention provisionnelle annuelle en application des accords du non marchand; montants annuels au coefficient d'indexation 1,0000.

Rémunérations non revalorisées au 1 ^{er} septembre 2001	Educateur classe 1	Educateur classe 2	Educateur classe 2A	Educateur classe 2B	SMG	Chef éducateur	Coordinateur barème A	Coordinateur barème B	Directeur barème A	Assistant social
	Econome gradué et non gradué								Licencié	Infirmier gradué
Ancienneté										
0	14.659,21	13.423,11	13.423,11	12.893,31	12354, 52	16.778,30	17.528,75	18.235,15	20.398,34	15394,98
1	14.924,18	13.688,06	13.643,86	13.158,26		17.043,27	17.793,72	18.500,12	21.016,41	15703,95
2	15.189,15	13.953,01	13.864,61	13.423,21		17.308,24	18.058,69	18.765,09	21.634,48	16012,92
3	15.454,12	14.217,96	14.085,36	13.688,16		17.573,21	18.323,66	19.030,06	22.252,55	16321,89
4	15.454,12	14.217,96	14.085,36	13.688,16		17.573,21	18.323,66	19.030,06	22.252,55	16321,89
5	15.719,09	14.482,91	14.350,31	13.953,11		17.838,18	18.588,63	19.295,03	23.201,76	16851,69
6	15.719,09	14.482,91	14.350,31	13.953,11		17.838,18	18.588,63	19.295,03	23.201,76	16851,69
7	16.072,24	14.836,06	14.615,26	14.306,26		18.191,33	18.941,78	19.648,18	24.150,97	17381,49
8	16.072,24	14.836,06	14.615,26	14.306,26		18.191,33	18.941,78	19.648,18	24.150,97	17381,49
9	16.778,56	15.189,21	14.880,21	14.659,41		18.897,65	19.648,10	20.354,50	25.100,18	19942,06
10	16.778,56	15.189,21	14.880,21	14.659,41		18.897,65	19.648,10	20.354,50	25.100,18	19942,06
11	17.484,88	15.542,36	15.145,16	15.012,56		19.603,97	20.354,42	21.060,82	26.049,39	20471,86
12	17.484,88	15.542,36	15.145,16	15.012,56		19.603,97	20.354,42	21.060,82	26.049,39	20471,86
13	18.102,95	15.895,51	15.498,31	15.365,71		20.222,04	20.972,49	21.678,89	26.998,60	21001,66
14	18.102,95	15.895,51	15.498,31	15.365,71		20.222,04	20.972,49	21.678,89	26.998,60	21001,66
15	18.721,02	16.248,66	15.851,46	15.718,86		20.840,11	21.590,56	22.296,96	27.947,81	21531,46
16	18.721,02	16.248,66	15.851,46	15.718,86		20.840,11	21.590,56	22.296,96	27.947,81	21531,46
17	19.339,09	16.601,81	16.204,61	16.072,01		21.458,18	22.208,63	22.915,03	28.897,02	22061,26
18	19.339,09	16.601,81	16.204,61	16.072,01		21.458,18	22.208,63	22.915,03	28.897,02	23886,00
19	19.957,16	16.954,96	16.557,76	16.425,16		22.076,25	22.826,70	23.533,10	29.846,23	24415,80
20	19.957,16		16.557,76	16.425,16		22.076,25	22.826,70	23.533,10	29.846,23	24415,80
21	20.575,23		16.910,91	16.778,31		22.694,32	23.444,77	24.151,17	30.795,44	24945,60
22	20.575,23		16.910,91	16.778,31		22.694,32	23.444,77	24.151,17	30.795,44	24945,60
23	21.193,30		17.264,06	17.131,46		23.312,39	24.062,84	24.769,24	31.744,65	25475,40
24	21.193,30		17.264,06	17.131,46		23.312,39	24.062,84	24.769,24		25475,40
25	21.811,37		17.617,21	17.484,61		23.930,46	24.680,91	25.387,31		26005,20
26	21.811,37		17.617,21	17.484,61		23.930,46	24.680,91	25.387,31		26005,20
27	22.429,44		17.970,36	17.837,76		24.548,53	25.298,98	26.005,38		26534,99

Rémunérations non revalorisées au 1 ^{er} septembre 2001	Educateur classe 1	Educateur classe 2	Educateur classe 2A	Educateur classe 2B	SMG	Chef éducateur	Coordinateur barème A	Coordinateur barème B	Directeur barème A	Assistant social
	Econome gradué et non gradué								Licencié	Infirmier gradué
Ancienneté										
28	22.429,44		17.970,36	17.837,76		24.548,53	25.298,98	26.005,38		
29	23.047,51		18.588,43	18.190,91		25.166,60	25.917,05	26.623,45		
30							25.917,05	26.623,45		
31							26.535,12	27.241,52		

Rémunérations non revalorisées au 1 ^{er} septembre 2001	Infirmier breveté	Docteur en médecine spécialisé	Docteur en médecine	Directeur général barème A	Educateur classe 3	Rédacteur	Commis	Personnel technique	Directeur général barème B
				Directeur barème B					
Ancienneté									
0	14.217,73	33.642,55	25.254,60	22.164,26	12.518,38	12.735,60	12.518,38	12.215,97	27373,59
1	14.482,71	33.642,55	25.872,67	22.782,33	12.657,08	13.000,57	12.657,08	12.376,58	27373,59
2	14.747,67	34.967,02	26.490,74	23.400,40	12.795,78	13.265,54	12.795,78	12.537,19	28698,06
3	15.012,64	34.967,02	27.108,81	24.018,47	12.934,48	13.530,51	12.934,48	12.697,80	28698,06
4	15.012,64	36.291,49	27.108,81	24.018,47	12.934,48	13.530,51	12.934,48	12.697,80	30022,53
5	15.277,61	36.291,49	28.190,42	24.967,68	13.127,22	13.785,91	13.127,22	12.811,26	30022,53
6	15.277,61	37.615,96	28.190,42	24.967,68	13.127,22	13.785,91	13.127,22	12.811,26	31347,00
7	15.630,76	37.615,96	29.272,03	25.916,89	13.319,96	14.041,31	13.319,96	12.924,72	31347,00
8	15.630,76	38.940,43	29.272,03	25.916,89	13.319,96	14.041,31	13.319,96	12.924,72	32671,47
9	17.911,28	38.940,43	30.353,64	26.866,10	13.569,19	14.659,38	13.512,70	13.077,45	32671,47
10	17.911,28	40.264,90	30.353,64	26.866,10	13.569,19	14.659,38	13.512,70	13.077,45	33995,94
11	18.441,08	40.264,90	31.435,25	27.815,31	13.852,38	15.277,45	13.705,44	13.230,18	33995,94
12	18.441,08	41.589,37	31.435,25	27.815,31	13.852,38	15.277,45	13.705,44	13.230,18	35320,41
13	18.970,88	41.589,37	32.516,86	28.764,52	14.135,57	15.895,52	13.898,18	13.382,91	35320,41
14	18.970,88	42.913,84	32.516,86	28.764,52	14.135,57	15.895,52	13.898,18	13.382,91	36644,88
15	19.500,68	42.913,84	33.598,47	29.713,73	14.488,00	16.513,59	14.162,31	13.535,64	36644,88
16	19.500,68	44.238,31	33.598,47	29.713,73	14.488,00	16.513,59	14.162,31	13.535,64	37969,35
17	20.030,48	44.238,31	34.680,08	30.662,94	14.840,43	17.131,66	14.426,44	13.688,37	37969,35
18	20.030,48	45.562,78	34.680,08	30.662,94	14.840,43	17.131,66	14.426,44	13.688,37	39293,82
19	20.560,28	45.562,78	35.761,69	31.612,15	15.192,86	17.749,73	14.690,57	13.841,10	39293,82
20	20.560,28	46.887,25	35.761,69	31.612,15	15.192,86	17.749,73	14.690,57	13.841,10	40618,29
21	21.090,08	46.887,25	36.843,30	32.561,36	15.545,29	18.367,80	14.954,70	13.993,83	40618,29
22	21.090,08	48.211,72	36.843,30	32.561,36	15.545,29	18.367,80	14.954,70	13.993,83	41942,76

Rémunérations non revalorisées au 1 ^{er} septembre 2001	Infirmier breveté	Docteur en médecine spécialisé	Docteur en médecine	Directeur général barème A	Educateur classe 3	Rédacteur	Commis	Personnel technique	Directeur général barème B
				Directeur barème B					
Ancienneté									
23	21.619,88		37.924,91	33.510,57	15.897,72	18.985,90	15.218,83	14.146,56	
24	21.619,88			33.510,57	15.897,72	18.985,90	15.218,83	14.146,56	
25	22.149,68			34.459,78	16.250,15	19.603,97	15.482,96	14.299,29	
26	22.149,68				16.250,15	19.603,97	15.482,96	14.299,29	
27	22.679,48				16.602,58	20.222,04	15.898,16	14.452,02	
28	22.679,48				16.602,58	20.222,04	15.898,16		
29	23.209,28				16.955,01	20.840,11	16.313,36		
30									
31									

Art. 40. Le même arrêté est complété par une annexe 6 rédigée comme suit :

Annexe 6

Echelles barémiques de rémunération en euros visées à l'article 31, § 1^{er}, 11°, du présent arrêté, pour le calcul de la subvention provisionnelle annuelle en application des accords du non marchand; montants annuels au coefficient d'indexation 1,0000.

Rémunérations revalorisées 2006	Educateur classe 1	Educateur classe 2	Educateur classe 2A	Educateur classe 2B	Chef éducateur	Coordinateur barème A	Coordinateur Barème B	Directeur barème A	Assistant social
	Econome gradué et non gradué							Licencié	Infirmier gradué
Ancienneté									
0	15.615,10	14.360,00	14.360,00	13.638,63	18.181,14	19.488,78	19.820,79	21.337,71	15.960,92
1	16.374,76	15.096,02	15.075,25	14.326,01	18.833,54	20.058,78	20.390,78	22.203,92	16.741,26
2	16.499,30	15.220,55	15.179,00	14.524,52	18.958,08	20.183,31	20.515,32	22.494,42	16.886,47
3	16.906,06	15.486,20	15.423,88	14.723,02	19.466,30	20.633,41	20.965,41	23.300,61	17.313,92
4	16.906,06	15.486,20	15.423,88	14.797,00	19.466,30	20.633,41	20.965,41	23.300,61	17.313,92
5	17.312,82	15.798,87	15.736,55	14.995,51	19.974,66	21.083,49	21.415,49	24.262,43	17.845,15
6	17.312,82	15.798,87	15.736,55	15.108,90	19.974,66	21.083,49	21.415,49	24.262,43	17.845,15
7	18.864,74	17.180,41	17.076,64	15.309,45	20.524,45	21.575,02	21.907,03	25.224,25	19.480,09
8	18.864,74	17.180,41	17.076,64	15.383,43	20.524,45	21.575,02	21.907,03	25.224,25	19.480,09
9	19.484,52	17.634,21	17.488,98	15.623,39	21.240,12	22.232,54	22.564,54	26.186,07	20.971,37
10	19.676,38	17.826,07	17.680,84	15.913,69	21.431,96	22.424,41	22.756,41	26.377,94	21.163,22
11	20.296,18	18.279,86	18.093,18	16.168,39	22.147,75	23.081,93	23.413,94	27.339,77	21.700,05
12	20.296,18	18.279,86	18.093,18	16.257,14	22.147,75	23.081,93	23.413,94	27.339,77	21.700,05

Rémunérations revalorisées 2006	Educateur classe 1	Educateur classe 2	Educateur classe 2A	Educateur classe 2B	Chef éducateur	Coordinateur barème A	Coordinateur Barème B	Directeur barème A	Assistant social
	Econome gradué et non gradué							Licencié	Infirmier gradué
Ancienneté									
13	20.874,48	18.733,66	18.546,98	16.511,86	22.822,06	23.697,98	24.029,99	28.301,59	22.236,87
14	20.874,48	18.733,66	18.546,98	16.600,61	22.822,06	23.697,98	24.029,99	28.301,59	22.236,87
15	21.452,78	19.187,45	19.000,77	16.855,34	23.496,24	24.314,03	24.646,04	29.263,41	22.773,68
16	22.444,19	19.187,45	19.000,77	16.944,06	23.496,24	24.314,03	24.646,04	29.263,41	23.765,09
17	23.022,49	19.641,24	19.454,56	17.198,79	24.170,56	24.930,07	25.262,08	30.225,23	24.301,90
18	23.022,49	19.641,24	19.454,56	17.287,52	24.170,56	24.930,07	25.262,08	30.225,23	25.159,53
19	23.600,80	20.095,04	19.908,36	17.542,25	24.844,87	25.546,11	25.878,11	31.187,05	25.696,34
20	23.600,80	20.095,04	19.908,36	17.630,99	24.844,87	25.546,11	25.878,11	31.187,05	25.696,34
21	24.179,11	20.455,49	20.362,15	17.885,71	25.519,05	26.162,17	26.494,18	32.148,89	26.233,17
22	24.179,11	20.455,49	20.362,15	17.974,46	25.519,05	26.162,17	26.494,18	32.148,89	26.233,17
23	24.757,42	20.815,94	20.815,95	18.229,17	26.193,36	26.778,21	27.110,21	33.110,71	26.769,99
24	24.757,42	20.815,94	20.815,95	18.319,51	26.193,36	26.778,21	27.110,21	33.110,71	26.769,99
25	25.335,73	21.269,73	21.269,74	18.575,99	26.867,67	27.394,26	27.726,26	33.110,71	27.306,81
26	25.335,73	21.269,73	21.269,74	18.666,50	26.867,67	27.394,26	27.726,26	33.110,71	27.306,81
27	25.914,04	21.723,52	21.723,53	18.922,98	27.541,86	28.010,31	28.342,31	33.110,71	27.843,63
28	25.914,04	21.723,52	21.723,53	19.013,50	27.541,86	28.010,31	28.342,31	33.110,71	27.843,63
29	26.204,53	22.014,01	22.014,02	19.269,98	27.832,35	28.300,80	28.632,81	33.110,71	27.843,63
30	26.204,53	22.014,01	22.014,02	19.269,98	27.832,35	28.300,80	28.632,81	33.110,71	27.843,63
31	26.204,53	22.014,01	22.014,02	19.269,98	27.832,35	28.591,29	28.923,30	33.110,71	27.843,63

Rémunérations revalorisées 2006	Infirmier breveté	Docteur en médecine spécialisé	Docteur en médecine	Directeur général barème A	Educateur classe 3	Rédacteur	Commis	Personnel technique	Directeur général barème B
Ancienneté									
0	14.733,47	33.910,00	25.455,38	23.127,13	13.003,86	13.247,26	13.003,86	12.721,21	27.494,33
1	15.469,50	33.910,00	26.078,37	23.753,43	13.631,90	13.983,30	13.631,90	13.359,54	27.830,14
2	15.594,04	35.245,00	26.701,35	24.043,92	13.771,07	14.175,95	13.771,07	13.505,26	28.698,06
3	15.859,71	35.245,00	27.324,34	24.850,11	13.910,24	14.368,58	13.910,24	13.651,01	28.968,32
4	15.859,71	36.579,99	27.324,34	24.850,11	13.984,21	14.436,69	13.984,21	13.721,25	30.022,53
5	16.172,39	36.579,99	28.414,54	25.811,93	14.148,77	14.624,84	14.148,77	13.844,83	30.106,53
6	16.172,39	37.914,99	28.414,54	25.811,93	14.222,76	14.789,46	14.222,76	13.915,09	31.347,00
7	17.553,93	37.914,99	29.504,74	26.773,75	14.387,33	15.074,13	14.387,33	14.038,66	31.347,00
8	17.553,93	39.249,98	29.504,74	26.773,75	14.461,31	15.238,75	14.461,31	14.108,91	32.671,47

Rémunérations revalorisées 2006	Infirmier breveté	Docteur en médecine spécialisé	Docteur en médecine	Directeur général barème A	Educateur classe 3	Rédacteur	Commis	Personnel technique	Directeur général barème B
Ancienneté									
9	18.913,60	39.249,98	30.594,94	27.735,58	14.652,43	15.693,86	14.625,88	14.250,94	32.671,47
10	19.105,46	40.584,98	30.594,94	27.735,58	14.942,65	16.046,66	14.916,10	14.538,95	33.995,94
11	19.642,27	40.584,98	31.685,15	28.697,40	15.164,48	16.501,78	15.095,41	14.695,80	33.995,94
12	19.642,27	41.919,97	31.685,15	28.697,40	15.253,23	16.666,40	15.184,16	14.780,86	35.320,41
13	20.179,10	41.919,97	32.775,35	29.659,22	15.475,08	17.121,52	15.363,50	14.937,70	35.320,41
14	20.179,10	43.254,96	32.775,35	29.659,22	15.563,82	17.286,13	15.452,23	15.022,77	36.644,89
15	20.715,91	43.254,96	33.865,55	30.621,05	15.818,21	17.741,25	15.665,13	15.179,62	36.644,89
16	20.715,91	44.589,96	33.865,55	30.621,05	15.906,94	17.905,87	15.753,86	15.264,68	37.969,36
17	21.252,73	44.589,96	34.955,75	31.582,88	16.161,32	18.363,31	15.966,74	15.421,53	37.969,36
18	21.252,73	45.924,95	34.955,75	31.582,88	16.250,07	18.531,18	16.055,49	15.506,59	39.293,83
19	21.789,55	45.924,95	36.045,95	32.544,69	16.504,45	18.989,53	16.268,37	15.663,43	39.293,83
20	21.789,55	47.259,95	36.045,95	32.544,69	16.593,19	19.157,41	16.357,10	15.748,51	40.618,30
21	22.326,37	47.259,95	37.136,15	33.506,51	16.847,58	19.615,76	16.569,99	15.905,35	40.618,30
22	22.326,37	48.594,94	37.136,15	33.506,51	16.936,32	19.783,63	16.658,73	15.990,41	41.942,77
23	22.863,19	48.594,94	38.226,35	34.468,34	17.190,71	20.242,02	16.871,62	16.147,26	41.942,77
24	22.863,19	48.594,94	38.226,35	34.468,34	17.279,44	20.409,88	16.960,36	16.232,32	41.942,77
25	23.400,01	48.594,94	38.226,35	35.430,16	17.533,82	20.868,24	17.173,24	16.389,17	41.942,77
26	23.400,01	48.594,94	38.226,35	35.430,16	17.622,57	21.036,10	17.261,99	16.474,23	41.942,77
27	23.936,82	48.594,94	38.226,35	35.430,16	17.876,95	21.494,47	17.545,86	16.631,08	41.942,77
28	23.936,82	48.594,94	38.226,35	35.430,16	17.965,70	21.662,33	17.634,61	16.716,14	41.942,77
29	24.185,83	48.594,94	38.226,35	35.430,16	18.221,34	22.120,69	17.919,75	16.801,21	41.942,77
30	24.185,83	48.594,94	38.226,35	35.430,16	18.221,34	22.120,69	17.919,75	16.801,21	41.942,77
31	24.185,83	48.594,94	38.226,35	35.430,16	18.221,34	22.120,69	17.919,75	16.801,21	41.942,77

Art 41. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à l'exception

- des articles 11 à 15; 16, 1^o et 2^o, et 17 à 21 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2013;
- de l'article 5 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 en ce qu'il fait référence à l'article 6, § 1, 3^o, de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
- de l'article 16, 3^o, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015;
- de l'article 24, § 1, b, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015;
- de l'article 24, § 1, d, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 pour les services agréés qui entament un triennat le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} janvier 2016 pour les services agréés qui entament un triennat le 1^{er} janvier 2016 en ce qu'il concerne le point 10^o de l'article 31, § 1^{er}, de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
- de l'article 27, 4^o, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007.

Bruxelles, le 29 août 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29532]

29 AUGUSTUS 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd, de artikelen 44, 45, 46bis en 47;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 19 februari 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 mei 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 6 juni 2013;

Gelet op het advies nr. 53.517/4 van de Raad van State, gegeven op 3 juli 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 april 2009, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1. – In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2^o inrichtende macht : een publiekrechtelijke rechtspersoon, een stichting van openbaar nut of een vereniging zonder winstoogmerk waarvan de maatschappelijke zetel in België is gevestigd die tot doel heeft hulp te verlenen zoals bepaald bij het decreet;

3^o commissie : de erkenningscommissie bedoeld bij artikel 46 van het decreet;

4^o lastgevende macht : de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank;

5^o besluit van 7 december 1987 : het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

6^o steunverlening : toepassing van de middelen waarmee de opvangouder of de erkende dienst zijn hulp aan de jongere verleent of zijn medewerking verleent aan de maatregel die werd beslist ten bate van de jongere in het kader van een door een lastgevende macht gegeven mandaat;

7^o situatie : steunverlening aan een jongere of een fratrie jongeren in het kader van de hulpverlening zoals bepaald in het decreet;

8^o aantal bij het opvoedingsproject bedoelde situaties : gemiddeld aantal situaties die gelijktijdig kunnen behandeld worden of, wat de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties betreft, het aantal situaties die jaarlijks kunnen behandeld worden in het kader van een erkend opvoedingsproject;

9° cijfer van de steunverlening : het gemiddeld aantal effectieve situaties verwezenlijkt in de loop van een jaar. Dit cijfer wordt als volgt berekend : totaal aantal effectieve dagen steunverlening van alle situaties, gedeeld door 365. Het quotiënt wordt daarna vermenigvuldigd met 100 en gedeeld door het aantal situaties, bedoeld bij het opvoedingsproject. Zo nodig wordt de aldus bekomen uitslag afgerond naar de lagere eenheid. Wat de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties betreft, wordt het cijfer van de steunverlening als volgt berekend : totaal aantal dagen steunverlening behandeld gedurende het betrokken burgerlijk jaar, gedeeld door het aantal situaties zoals bedoeld bij het opvoedingsproject van de erkende dienst. Het quotiënt wordt daarna met 100 vermenigvuldigd;

10° specifieke besluiten : besluiten die de normen inzake omkadering en de subsidies per type opvoedingsproject bepalen;

11° mandaat : de opdracht die door een lastgevende macht toevertrouwd wordt en door een persoon of een dienst aanvaard wordt in het kader van zijn erkenning;

12° nieuw personeelslid : persoon die begint in de sector van de hulpverlening aan de jeugd, die een ambt uitoefent van begeleiding van de jongeren die de hulp genieten van een erkende dienst of een dienst in verband met die jongeren en die in dienst genomen is met een arbeidsovereenkomst van meer dan zes maanden voor een bepaalde tijd of een vervangingsovereenkomst of met een overeenkomst van onbepaalde duur binnen een erkende dienst voor hulpverlening aan de jeugd. De personen die meerdere overeenkomsten ondertekend hebben voor een totale duur van meer dan zes maanden binnen de twaalf maanden volgend op de afsluiting van de eerste arbeidsovereenkomst in de sector van de hulpverlening aan de jeugd. ».

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt 1° worden de woorden « een instelling van openbaar nut » vervangen door de woorden « een stichting van openbaar nut »;

2° bij punt 2° worden de woorden « jongeren in gezonde plaatsen opvangen die aan de educatieve doelstellingen aangepast zijn » vervangen door de woorden « jongeren in gezonde plaatsen opvangen die overeenkomen met de voorschriften inzake veiligheid die op het grondgebied van de gemeenten gelden, en die aan de educatieve doelstellingen aangepast zijn; »;

3° artikel 3 wordt met een punt 6° aangevuld, luidend als volgt :

« 6° een naam voor de dienst kiezen die geen homoniem heeft onder de reeds erkende diensten. ».

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1 worden de woorden « Het omvat het huishoudelijk reglement dat op de jongeren toepasselijk is » opgeheven;

2° er wordt een § 1bis, luidend als volgt, ingevoegd tussen § 1 en § 2 :

« 1bis. Het opvoedingsproject bevat het huishoudelijk reglement waarin, naargelang elk type van erkende dienst, de verbintenissen van de dienst, de jongere en van zijn familie betreffende de nadere regels voor de steunverlening »;

3° § 3 wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« § 3. Het opvoedingsproject wordt overeenkomstig artikel 50bis van het decreet geëvalueerd.

Desgevallend wordt het opvoedingsproject in overleg met de leden van de erkende dienst gewijzigd. Het moet bijgewerkt worden wanneer het niet meer overeenstemt met de werkmethodes van de erkende dienst of wanneer er vastgesteld wordt dat het opvoedingsproject niet meer aan de behoeften beantwoordt. De erkende dienst beheert het aantal situaties bedoeld in het opvoedingsproject. Wanneer het percentage van hulpverlening over een jaar niet 80 % bereikt, brengt de erkende dienst het bevoegde bestuur ervan op de hoogte, en legt dit uit. Het kan 100 % over een jaar overschrijden voor zover de kwaliteit van zijn project behouden wordt. Daartoe wordt de pedagogische raad geraadpleegd. ».

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij punt 3° worden de woorden « bewijs leveren van de bijzondere kwalificaties vereist voor de personeelsleden en voor de begeleiding die nodig is rekening houdend met het opvoedingsproject » vervangen door de woorden « het profiel bepalen van elk ambt binnen de dienst, het bewijs leveren van de bijzondere kwalificaties vereist voor de personeelsleden en voor de begeleiding die nodig is, rekening houdend met het opvoedingsproject »;

b) het punt 4° wordt door het volgende punt vervangen :

« bepalen, in functie van de specifieke kenmerken van de erkende diensten, welke gedragingen en straffen van het personeel tegenover de jongeren als onaanvaardbaar worden beschouwd;

c) het punt 5° wordt door het volgende punt vervangen :

« 5° de nadere regels vermelden volgens welke de dienst via zijn opleidingsprogramma en in overleg met het personeel, voor de pedagogische supervisie van het personeel en de voortgezette opleiding van het personeel zorgt; »;

d) bij het eerste lid, worden de punten 5°bis en 5°ter ingevoegd tussen het punt 5° en het punt 6° :

« 5°bis de nadere regels bepalen voor elke persoon bedoeld bij artikel 1, 1° tot 4°, van het decreet, om vrij haar mening te uiten en gehoord te worden wat betreft de manier waarop deze de hulpverlening die ze geniet en de uitwerking ervan, waarneemt; »;

e) er wordt een punt 8° toegevoegd, luidend als volgt :

« 8° de samenstelling vermelden van de raad van bestuur en het ambt van zijn leden; »;

f) er wordt een punt 9° toegevoegd, luidend als volgt :

« 9° de persoon (-nen) vermelden aan wie het bestuur van de dienst wordt toevertrouwd. ».

2° het tweede lid en het derde lid worden opgeheven.

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 6. § 1. Binnen elke erkende dienst, wordt een pedagogische raad, samengesteld uit de directie en het personeel, ingesteld. Binnen de residentiële erkende diensten wordt minstens één keer per jaar overleg met de jongeren gepleegd.

§ 2. De pedagogische raad onderzoekt minstens één keer per jaar :

1° de toepassing van de deontologiecode;

2° het programma voor pedagogische opleiding en supervisie;

3° de deelnemingsprocessen ingesteld door de erkende dienst en bedoeld bij artikel 50*quinquies* van het decreet.

§ 3. De pedagogische raad gaat over tot de evaluatie van het pedagogische project volgens de nadere regels bepaald bij artikel 4, § 3.

§ 4. De pedagogische raad krijgt een afschrift van het erkenningsbesluit van de dienst. Hij wordt tevens op de hoogte gehouden, binnen de vier maanden van de statutaire algemene vergadering, van de jaarrekeningen en de bestemming van de subsidies. ».

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde besluit, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, worden de woorden « moeten van goed zedelijk gedrag zijn » vervangen door de woorden « moeten minstens om de vijf jaar een uittreksel uit het strafregister overleggen van het model bepaald bij artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering »;

2° § 2 wordt opgeheven;

3° § 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 4. De inrichtende macht zorgt ervoor dat de personeelsleden :

1° de nodige kwaliteiten inzake contact en gevoelsevenwicht bezitten voor de goede uitvoering van hun prestaties;

2° bekwaam zijn de geschikte pedagogische gedragslijn te volgen;

3° bekwaam zijn deel te nemen aan de opvoeding van de jongeren. »;

4° bij § 5, eerste lid, wordt de zin « De dienst heeft twee jaar tijd, te rekenen vanaf de inwerkingstelling van dit besluit, om zich te schikken naar deze bepaling. » opgeheven.

Art. 7. Artikel 9, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004 van hetzelfde besluit, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 9. § 1. De erkende diensten moeten een dossier aanleggen op naam van iedere jongere voor wie ze een mandaat krijgen.

Dit dossier, dat elektronisch kan zijn, wordt ter beschikking gehouden van de bij artikel 3, 4° bedoelde ambtenaren.

Het bevat :

1° de inlichtingen van administratieve aard, inzonderheid deze die verband houden met de sociale prestaties;

2° met uitzondering van de diensten voor educatieve of filantropische prestaties in het kader van herstel mogelijkheden, het geïndividualiseerd educatief project van de jongere alsook de stukken betreffende zijn evolutie;

3° een afschrift van de verslagen die aan de lastgevende autoriteiten moeten opgezonden worden; 4° de inlichtingen over de gezondheid en de examens inzake beroeps- en medisch-psychologische oriëntering; 5° voor de jongere bedoeld bij artikel 12, § 2, van het decreet, het document waarbij gestaafd wordt dat de jongere vanaf zijn steunverlening ingelicht werd over zijn recht om met een advocaat te communiceren.

§ 2. Wanneer een erkende dienst de steunverlening weigert om een andere reden dan het gebrek aan plaats, zendt hij een document dat de redenen van de weigering vermeldt aan de lastgevende overheid die de steunverlening heeft aangevraagd. Een afschrift van dit document wordt in het dossier van de jongere behouden en ter beschikking van het bevoegde bestuur gehouden.

Art. 8. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij het eerste lid worden de woorden « en de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd van de arrondissementen waarin de diensten hun activiteiten uitoefenen, » opgeheven;

2° bij het tweede lid worden de woorden « bedoeld bij artikel 1, 14° » opgeheven.

Art. 9. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij het eerste lid worden de woorden « De diensten moeten een boekhouding voeren » vervangen door de woorden « De erkende diensten voeren een boekhouding »;

b) bij het derde lid worden de woorden « De eventuele winsten die gecumuleerd worden op de toelagen, moeten behouden blijven in de rekeningen van de dienst. » opgeheven;

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) bij het tweede lid worden de punten b) tot e) door de volgende punten vervangen :

« b) de inachtneming van de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen en van de toepassing van de bepalingen van dit besluit alsook van de specifieke besluiten;

c) de verschillende rubrieken van de balans en van de resultatenrekening, en hun gegrondheid;

d) het resultaat van het nageziene boekjaar;

e) het vermogen van de inrichtende macht om het hoofd te bieden aan zijn schulden op een termijn van ten hoogste één jaar met zijn vlottende activa. »;

3° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij het eerste lid wordt het woord « juni » vervangen door het woord « juli »;

b) § 3 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De erkende diensten delen, binnen de drie maanden na de aanvraag, alle gegevens aangevraagd door de Minister en volgens de nadere regels bepaald door hem, mede. ».

4° § 4 wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « binnen de maand » worden vervangen door de woorden « binnen de drie maanden »;

b) de woorden « elke wijziging van de gegevens mee te delen die ter gelegenheid van de controle van de aanvraag tot erkenning werden bezorgd » worden vervangen door de woorden « elke wijziging van de gegevens in het genormaliseerde rooster mee te delen die ter gelegenheid van de controle van de aanvraag tot erkenning werden bezorgd »;

2° bij het tweede lid worden de woorden « elke vraag om informatie te beantwoorden die door het bestuur wordt gesteld » vervangen door de woorden « elke vraag om informatie, namelijk in het kader van de opgelegde computersoftware, te beantwoorden die door het bestuur wordt gesteld »;

3° artikel 13 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Wanneer een erkende dienst één of meerdere van de boekhoudkundige documenten niet indient binnen de termijnen bedoeld bij artikel 11, § 3, wordt door de Minister met toepassing van artikel 28, § 2, 4°, tot een ingebrekestelling overgegaan. Indien de erkende dienst aan deze ingebrekestelling geen gevolg geeft en na instemming van de Minister, kan de uitbetaling van de provisionele subsidies wegens personeels- en werkingskosten opgeschort worden totdat het gevraagde document het bevoegde bestuur heeft bereikt, onverminderd de toepassing van de bepalingen opgenomen in artikel 28, § 2, 4°, en §§ 3 en 4. De persoon die voor de leiding zorgt, licht het personeel over deze ingebrekestelling in. ».

Art. 11. In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de woorden « 13° tot 15° » vervangen door de woorden « 12° en 13° ».

Art. 12. In artikel 16 van hetzelfde besluit, § 3, wordt het punt h) opgeheven.

Art. 13. In artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « 8 dagen » worden vervangen door de woorden « 15 dagen »;

b) de woorden « aan de inrichtende macht of aan de promotors van het ontwerp kennis van het onderzoek van haar dossier. » worden vervangen door de woorden « aan de inrichtende macht of aan de promotors van het ontwerp alsook de persoon (-en) die het bestuursambt waarneemt (waarnemen), kennis van het onderzoek van haar dossier. »;

2° in het tweede lid worden de woorden « en de directie » vervangen door de woorden «-« alsook de persoon (-en) die het bestuursambt bekleedt ».

Art. 14. In artikel 19, § 2, worden de woorden « krachtens hun mandaat » vervangen door de woorden « in de uitoefening van hun ambt ».

Art. 15. In artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de woorden « aan de directeur » vervangen door de woorden « aan de persoon (-en) die het bestuursambt waarneemt (waarnemen) ».

Art. 16. In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de zin « Ils joignent à cette demande, pour constituer le dossier visant à obtenir l'avis d'opportunité visé à l'article 46, § 3 du décret : » wordt, in de Franse tekst, vervangen door « Pour constituer le dossier visant à obtenir l'avis d'opportunité visé à l'article 46, § 3 du décret, ils joignent à cette demande : »;

2° bij punt 4° worden de woorden « de naam van de persoon aan wie de leiding van de dienst zal worden toevertrouwd » vervangen door de woorden « de naam van de persoon (personen) aan wie de leiding van de dienst zal worden toevertrouwd »;

3° punt 5°, opgeheven bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, wordt hersteld als volgt :

« 5° indien de inrichtende macht samengesteld wordt in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, een nota tot vaststelling van de bepalingen bepaald inzake geldelijk beheer, boekhoudingvereisten en beheer van de loonlasten van het personeel. ».

Art. 17. In artikel 24, § 4, van hetzelfde besluit, worden de woorden « tenminste één jaar » vervangen door de woorden « tenminste zes maanden ».

Art. 18. Artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 25. Het geval wordt door de Minister of diens afgevaardigde bij de commissie aanhangig gemaakt wanneer hij (zij) vaststelt dat :

1° het pedagogische project van de erkende dienst niet wordt nageleefd, inzonderheid indien, en behoudens voor de diensten voor hulpverlening in open milieu, het cijfer van de steunverleningen ofwel de 80 % in de loop van de betrokken drie opeenvolgende jaarlijkse periodes, ofwel de 60 % in de loop van een van de betrokken jaarlijkse periodes niet bereikt;

2° een erkende dienst andere uitgaven heeft gemaakt als deze bedoeld in de sociale en fiscale reglementering;

3° de subsidies aangewend worden door een erkende dienst voor uitgaven die niet verband houden met de opvoeding en de pedagogische omkadering van jongeren. ».

Art. 19. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 26. § 1. Elke verandering van inrichtende macht of wijziging van het pedagogische project geeft aanleiding tot een advies van de commissie op basis van artikel 46, § 1, van het decreet.

§ 2. Elke wijziging van de locatie van de lokalen van de erkende dienst maakt het voorwerp uit van een verslag door het bevoegde bestuur. Dat bestuur houdt dat verslag ter beschikking van de leden van de commissie.

Wanneer het bevoegde bestuur het noodzakelijk acht, en in elk geval wanneer het een ongunstig advies uitbrengt, bij elke wijziging van de locatie van de lokalen van de erkende dienst, maakt het de zaak bij de commissie aanhangig die een advies uitbrengt binnen de drie maanden van de ontvangst van het dossier, op basis van artikel 46, § 1, van het decreet.

Indien de commissie het noodzakelijk acht, kan zij de zaak van ambtswege aan zich trekken, volgens de nadere regels bepaald in haar huishoudelijke reglement.

Art. 20. In artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij het eerste lid :

a) de woorden « artikel 49 » worden vervangen door de woorden « artikel 46bis, tweede lid »;

b) de zin « Binnen de drie maanden na de ontvangst van het dossier door de commissie, brengt deze een advies uit over het behoud van de erkenning » wordt vervangen door de zin « Wanneer het bevoegde bestuur het noodzakelijk acht, en in elk geval wanneer het een ongunstig advies uitbrengt, wordt de zaak bij de commissie aanhangig gemaakt die een advies uitbrengt binnen de drie maanden van de ontvangst van het dossier. »;

c) de zin « Indien ze het noodzakelijk acht, kan de commissie de zaak aan zich trekken, volgens de nadere regels bepaald door haar huishoudelijke reglement. » wordt na het eerste lid ingevoegd;

2° in het tweede lid worden de woorden « Op basis van het advies van de commissie, of indien de commissie haar advies niet heeft uitgebracht » vervangen door de woorden « Op basis van het advies van het bevoegde bestuur en, desgevallend, van de commissie, of indien het advies niet uitgebracht werd ».

Art. 21. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt vòòr § 1 die § 2 wordt, een nieuwe paragraaf ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. Een aanmaning kan aan de erkende dienst door het bevoegde bestuur gestuurd worden wanneer dit laatste vaststelt dat de erkende dienst niet meer aan de verplichtingen bepaald bij de artikelen 9, 10, 11 en 13 van dit besluit voldoet of de boekhoudkundige analyse aanwijst dat de erkende dienst in de staat verkeert om zijn verplichtingen tegenover derden niet meer te kunnen waarnemen. ».

2° in het nieuwe paragraaf 2, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het punt 2° wordt vervangen door het volgende punt :

« 2° een erkende dienst niet meer aan de principes inzake programmatie voldoet, zoals bedoeld bij artikel 43bis van het decreet; »;

b) bij punt 5° wordt, in de Franse tekst, het woord « indiquant » opgeheven;

c) de nieuwe paragraaf 2 wordt met een punt 6° aangevuld, luidend als volgt :

« 6° de boekhoudkundige analyse aanwijst dat de erkende dienst in de staat verkeert om zijn verplichtingen tegenover derden niet meer te kunnen waarnemen. »;

3° in de nieuwe § 2, tweede lid, worden de woorden « 3°, 4° en 5° » vervangen door de woorden « 3°, 4°, 5° en 6° ».

4° de §§ 2 en 3 worden de nieuwe §§ 3 en 4.

Art. 22. In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Elke uitgevoerde uitgave moet kunnen verantwoord worden; de betalingsbewijzen moeten ter beschikking van het bevoegde bestuur gehouden worden. Enkel de effectieve lasten op basis van dit besluit en de specifieke besluiten bepalen de uitslag vastgesteld door het bevoegde bestuur.

In geval van onenigheid over het bedrag van een provisionele of definitieve subsidie bepaald door het bevoegde bestuur, beschikt de erkende dienst over een termijn van twee maanden vanaf de datum van ontvangst van de brief van het bevoegde bestuur waarbij de subsidie wordt vastgelegd om schriftelijk een met redenen omklede aanvraag om herziening in te dienen. Desgevallend, kan door de erkende dienst een bijkomende termijn van één maand aangevraagd worden om de gevraagde argumentatie in te vullen. In geval van niet-inachtname van deze termijnen zal de aanvankelijke beslissing een definitieve aard hebben behoudens als vaststaat dat een vergissing aan het bevoegde bestuur toegeweten kan worden.

Wanneer het bevoegde bestuur beslist heeft het geheel of een deel van de voorgeschoten subsidie terug te vorderen, kan de betrokken erkende dienst, binnen de drie maanden na de ontvangst van de beslissing, schriftelijk zijn argumenten laten gelden over de nadere regels van de terugvordering. Deze termijn eenmaal voorbij, en na onderzoek van de middelen voorgedragen door de erkende dienst, geeft het bevoegde bestuur kennis van zijn beslissing en gaat het, desnoods, over tot de onmiddellijke terugvordering. Indien bijzondere omstandigheden het verantwoorden, kan het bestuur bijzondere termijnen toekennen. De voorgeschoten subsidies die door het bevoegde bestuur teruggevorderd moeten worden, kunnen afgetrokken worden van de toegekende subsidies.

De werkgever brengt de vertegenwoordigers van de werknemers op de hoogte van de kennisgeving van het bevoegde bestuur, binnen de maand van de ontvangst ervan. »;

2° § 3 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Ethisch beleggen krijgt de voorrang. ».

Art. 23. In artikel 30 van hetzelfde besluit, aangevuld bij het besluit van 23 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Maar in elk geval worden noch de toelagen van de Nationale Loterij, noch de aan de jongeren toegekende studiebeurzen teruggevorderd wanneer zij exclusief gebruikt worden ten bate van de jongeren voor wie zij werden toegekend » vervangen door de woorden « Maar in elk geval worden de toelagen van de Nationale Loterij niet teruggevorderd wanneer zij exclusief gebruikt worden ten bate van de jongeren voor wie zij werden toegekend. De aan de jongeren toegekende studiebeurzen vermeerderen de subsidies om gewone kosten voor de opvoeding en de omkadering van jongeren »;

2° het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Elke subsidie of elke terugbetaling van gedane uitgaven moeten volledig en gedetailleerd opgenomen worden, zowel als lasten en als opbrengsten, in het rekeningenstelsel bedoeld bij artikel 11, § 1. »;

3° Het derde lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« In geval van cofinanciering van eenzelfde betrekking door een andere overheid, wordt de financiële tegemoetkoming van de andere overheid afgetrokken van de provisionele toelage toegekend aan de erkende dienst. Voor de bepaling van de definitieve subsidie van de erkende dienst worden enkel in aanmerking genomen de effectieve uitgaven van deze. »;

4° in het vierde lid worden de woorden « in artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « in artikel 45bis van het decreet ».

Art. 24. In artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij punt 4° worden de woorden « het type van pedagogisch project van de dienst » vervangen door de woorden « het type van pedagogisch project van de erkende dienst of door het erkenningsbesluit eigen aan het bijzondere pedagogische project »;

b) punt 5° wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« in dit geval, wordt gelijkgesteld met de kwalificatie opvoeder klasse 1, de opvoeder klasse 2A en 2B in voortgezette opleiding die het diploma bachelor opvoeder klasse 1 bekomt het laatste jaar van de driejarenperiode die voorafgaat aan de periode waarop de driejaarlijkse subsidie betrekking heeft die aangepast moet worden; in dit geval, wordt gelijkgesteld met de kwalificatie opvoeder klasse 2A, de opvoeder klasse 3 in voortgezette opleiding die het diploma bekomt vereist om tot het ambt van opvoeder klasse 2A toegang te krijgen het laatste jaar van de driejarenperiode die voorafgaat aan de periode waarop de driejaarlijkse subsidie betrekking heeft die aangepast moet worden; in dit geval, wordt gelijkgesteld met de kwalificatie opsteller of huismeester, het administratieve personeelslid in voortgezette opleiding dat het laatste jaar van de driejarenperiode die voorafgaat aan de periode waarop de driejaarlijkse subsidie betrekking heeft die aangepast moet worden het diploma zal bekomen vereist om toegang te krijgen tot de voornoemde ambten; »;

c) bij punt 7° worden de woorden « deze mag niet meer dan drie jaar bedragen voor elke driejarige ambtsperiode » vervangen door de woorden « deze evolutie mag niet hoger zijn dan drie jaar voor elke driejarige ambtsperiode, behoudens afwijking toegekend door de Minister, na advies van het bevoegde bestuur; »;

d) § 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende punten 8° tot 11° :

« 8° voor de erkende diensten waarvan het pedagogische project de intra muros huisvesting 24 uur op 24 vergt, wordt de berekende globale loonmassa vermeerderd met een provisioneel bedrag voor de betaling van de nachtpremies, volgens de nadere regels bepaald door het bevoegde bestuur;

9° voor de erkende diensten waarvan het pedagogische project de begeleiding van de jongeren tijdens een extern vakantieverblijf vereist, wordt de berekende globale loonmassa vermeerderd met een provisioneel bedrag voor de betaling van de bijkomende lasten voortvloeiend uit de toepassing van de Collectieve arbeidsovereenkomsten, inzake vergoeding voor een extern verblijf, naar rata van het niet indexeerbare tarief van 12,39 EUR per begeleidingsdag;

10° voor de erkende diensten waarvan de normen inzake personeelsbezetting bedoeld bij 4° voorzien in de bezetting van maximum 1 voltijds bestuursambt door een directeur van barema A, wordt de berekende jaarlijkse globale loonmassa vermeerderd met een provisioneel bedrag voor de betaling van een premie aan het bovenvermelde bestuurspersoneel, volgens de nadere hierna bepaald regels :

a) wanneer de voornoemde normen inzake personeelsbezetting met minder dan 10 voltijdse equivalentenbetrekkingen overeenstemmen, wordt het indexeerbare bijkomende provisionele bedrag op 333,19 EUR/jaar bepaald per bovenvermelde directeur die minstens drie jaar opvoedingsambten heeft bekleed;

b) wanneer de voornoemde normen inzake personeelsbezetting met minder dan 10 voltijdse equivalentenbetrekkingen overeenstemmen, wordt het indexeerbare bijkomende provisionele bedrag op 409,87 EUR/jaar bepaald per bovenvermelde directeur die minstens twaalf jaar opvoedingsambten heeft bekleed, waarvan minstens zes jaar in een bestuursambt van een erkende dienst;

c) wanneer de voornoemde normen inzake personeelsbezetting met minder dan 10 voltijdse equivalentenbetrekkingen overeenstemmen, wordt het indexeerbare bijkomende provisionele bedrag op 409,87 EUR/jaar bepaald per bovenvermelde directeur die minstens drie jaar opvoedingsambten heeft bekleed;

d) voor de bovenvermelde directeurs die hun ambt na 1 oktober 2012 in een erkende dienst hebben bekleed, wordt de premie verkregen op voorwaarde dat ze aan een module van specifieke opleiding deel hebben genomen waarvan de nadere regels door de Minister bepaald worden; »;

11° voor de betrekkingen bedoeld bij 4°, maakt het deel van de provisionele subsidie met betrekking tot het verschil tussen de herwaardeerde bezoldigingsschalen bedoeld bij bijlage 4 bij dit besluit, met toepassing van de overeenkomsten in de non-profitsector, en de bezoldigingsschalen op 1 september 2001 bedoeld bij bijlage 5 van dit besluit, het voorwerp uit van een afzonderlijke jaarlijkse provisionele subsidie.

Met toepassing van de overeenkomsten van de non-profitsector, voor de betrekkingen bezet buiten het kader voortvloeiend uit de toepassing van de referentienormen bedoeld bij 4° en in het kader van de federale en gewestelijke programma's voor werkbemiddeling, maakt het deel van de provisionele subsidie met betrekking tot het verschil tussen de herwaardeerde bezoldigingsschalen bedoeld bij bijlage 4 bij dit besluit, met toepassing van de overeenkomsten in de non-profitsector, en de bezoldigingsschalen op 1 september 2001 bedoeld bij bijlage 5 van dit besluit, het voorwerp uit van een afzonderlijke jaarlijkse provisionele subsidie, voor zover de activiteit van de titularissen van deze betrekkingen in verband zou zijn met de hulpverlening aan de jeugd.

Met toepassing van de overeenkomsten van de non-profitsector, voor de Maribel betrekkingen gefinancierd door het Maribelfonds en bezet buiten het kader voortvloeiend uit de toepassing van de referentienormen bedoeld bij 4°, maakt het deel van de provisionele subsidie met betrekking tot het verschil tussen de herwaardeerde bezoldigingsschalen bedoeld bij bijlage 4 bij dit besluit, met toepassing van de overeenkomsten in de non-profitsector, en de herwaardeerde bezoldigingsschalen in 2006 toepasselijk bedoeld bij bijlage 6 van dit besluit, het voorwerp uit van een afzonderlijke jaarlijkse provisionele subsidie, voor zover de activiteit van de titularissen van deze betrekkingen in verband zou zijn met de hulpverlening aan de jeugd. »;

2° bij § 1, wordt het tweede lid afgeschaft;

3° § 2 wordt met het volgende lid aangevuld :

« Het percentage bedoeld bij het eerste lid wordt vastgesteld op een minimumbasis als volgt :

- 54 % voor de diensten voor hulpverlening in open milieu, de dagcentra en de diensten voor hulpverlening en opvoedingsoptreden;

- 48,84 % voor de diensten voor vervangende voogdij;

- 49,55 % voor de diensten voor plaatsing in gezinnen;

- 53,42 % voor de diensten voor plaatsing in gezinnen op dringende en korte termijn;

- 52,23 % voor de opvoedende oriëntatiecentra en de diensten met opvoedings- of filantropische prestaties;

- 61,06 % voor de andere categorieën van erkende diensten als deze al vermeld. ».

Art. 25. Artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 2003 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 2007, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 32. Ten laatste op 30 juni die aan het einde van de in artikel 31, § 1 bedoelde 3 jaren voorafgaat, maakt de dienst, volgens de nadere regels die hij bepaalt, de gegevens die nuttig zijn voor de bepaling van het bedrag van de provisionele toelage die nodig is voor de volgende periode van 3 jaar aan het bevoegde bestuur over; zo nodig deelt hij de nuttige aanvullende gegevens. Het bestuur berekent de provisionele toelage voor de volgende periode van 3 jaar en geeft er kennis van aan de erkende dienst binnen de kortste termijn.

Het personeel in aanmerking genomen voor de berekening van de toelage is het personeel dat titularis is van de gesubsidieerde betrekking ingeschreven in het personeelsregister op 31 december van het voorlaatste jaar van de driejarige ambtsperiode die deze voorafgaat waarvoor de aanpassing wordt aangevraagd. De provisionele toelage wordt vastgelegd op basis van de anciënniteit van het personeel die op 1 juli van het tweede jaar van de volgende driejarige ambtsperiode zal zijn bereikt. De Minister past de toelage aan voor de periode van 3 jaar.

Wanneer een betrekking van het kader bepaald met toepassing van de referentienormen bedoeld bij artikel 31, § 1, vacant wordt verklaard, wordt deze gesubsidieerd ten belope van de baremaschaal van het niet-bezette ambt met een anciënniteit van drie jaar. ».

Art. 26. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 33. Wordt het pedagogische project gewijzigd met als gevolg een wijziging van de subsidiëring, dan komt een aanpassing van de provisionele subsidie toegekend aan de erkende dienst volgens de nadere regels bepaald bij artikel 31, § 1, vanaf de datum van inwerkingtreding van deze wijziging. »

Art. 27. In artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 2003 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004 en aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « Elk jaar » worden vervangen door de woorden « Voor elk jaarlijks boekjaar » en de woorden « op basis van de bewijsstukken » door de woorden « op basis van de stukken »;

b) § 1 wordt met de volgende leden aangevuld :

« Na het einde van elk burgerlijk jaar, deelt de erkende dienst aan het bevoegde bestuur het bedrag van de werkelijke uitgaven mee, met uitzondering van de provisies voor vakantieprijzen, van het voornoemde jaar.

Na het einde van de periode bedoeld bij artikel 31, § 1, vordert het bevoegde bestuur het geld terug dat mogelijk ten onrechte werd gekregen naar rata van de provisionele subsidie toegekend gedurende de voornoemde periode met inbegrip, desgevallend, van de tegemoetkoming bedoeld bij § 3 van dit artikel, waarvan de aanwending niet verantwoord wordt. In geval van stopzetting van de activiteiten van de erkende dienst, gebeurt de terugvordering van het ten onrechte geïnde geld na het einde van de periode bedoeld bij artikel 31, § 1. »;

2° bij § 3, eerste lid, worden de woorden « door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid » vervangen door de woorden « door de federale openbare dienst voor Tewerkstelling, Arbeid en Maatschappelijk Overleg »;

3° bij § 3, tweede lid, worden de woorden « bij aangetekend schrijven » vervangen door de woorden « via de post of elektronisch »;

4° de §§ 4 en 5 worden door de volgende §§ 4 en 5 vervangen :

« § 4. Een minimale norm voor omkadering wordt gedurende de hele driejarige ambtsperiode in acht genomen. De minimale norm voor omkadering wordt vastgelegd op basis van de volgende nadere regels : 1° het totaal aantal bezoldigde uren die tijdens de driejarige ambtsperiode worden gepresteerd of ermee gelijkgesteld, met inbegrip van de uren vooropzeg die niet gepresteerd worden, gedurende de driejarige ambtsperiode door het geheel van het personeel van de erkende dienst, zoals bepaald bij zijn individueel erkenningsbesluit, wordt vastgesteld op het einde van de driejarige ambtsperiode;

2° het totaal aantal uren bepaald in punt 1° wordt vergeleken met het totaal aantal wettelijke uren bepaald voor de erkende dienst voor een periode van drie jaar, dit is 1.976 uren vermenigvuldigd met 3, vermenigvuldigd met het aantal voltijdse equivalenten van de erkende dienst zoals bepaald bij zijn individueel besluit tot erkenning;

3° het totaal aantal uren bedoeld bij punt 1° mag niet lager zijn dan de 2 400 toegelaten uren voor de erkende diensten van 1 tot 9 voltijdse equivalenten betrekkingen bepaald met toepassing van artikel 31, § 1, 4°, 3400 uren voor de erkende diensten van 10 tot 14 voor de erkende diensten van 1 tot 9 voltijdse equivalenten betrekkingen bepaald met toepassing van artikel 31, § 1, 4°, en 4400 uren voor de erkende diensten van meer dan 14 voltijdse equivalenten betrekkingen, naar rata van het totaal aantal uren bedoeld bij punt 2°. De erkende dienst zorgt ervoor dat alle bepalingen werden getroffen om de toepassing toe te laten van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 35 van 27 februari 1981 betreffende sommige bepalingen van het arbeidsrecht inzake deeltijdse arbeid gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 35 van 9 februari 2000;

4° worden de normen bedoeld bij het punt 3° niet in acht genomen zal een terugroeping tot de orde door het bevoegde bestuur toegestuurd worden. In geval van herhaling, na een advies van de commissie, zal het bevoegde bestuur aan de Minister voorstellen dat de provisionele subsidie voor de volgende driejarige ambtsperiode verminderd wordt.

§ 5. De personeelslasten, niet gedekt door subsidies toegekend in het kader van de programma's voor werkloosheidsbestrijding (PRC), kunnen het gebruik van de subsidies voor vaste personeelskosten verantwoorden, voor zover deze lasten verband houden met de activiteiten bedoeld bij de diensterkenning of door een door de Minister toegekende subsidie. »;

5° er wordt een § 6, luidend als volgt, toegevoegd na § 5 :

« § 6. De subsidie om personeelskosten mag ook werkingskosten dekken zoals bedoeld bij artikel 35 van dit besluit. Voor de diensten voor opvang en opvoedende hulpverlening, zal deze dekking niet 7,5 % van het bedrag van de driejaarlijkse subsidie om werkingskosten kunnen overschrijden. Voor de andere erkende diensten, zal ze niet 5 % mogen overschrijden. ».

Art. 28. In artikel 35, § 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2° wordt vervangen door het volgende punt 2° « wanneer de dienst eigenaar is van de door hem bezette gebouwen, de dotatie voor de afschrijving op de vaste activa die betrekking heeft op de voormelde gebouwen. Het afschrijvingscijfer is vastgesteld op 3,333 %. Een afschrijvingscijfer van 20 % kan in aanmerking worden genomen voor de notaris- en bouwheerkosten die betrekking hebben op deze gebouwen. Een afschrijvingscijfer van 10 of 6,666 % kan in aanmerking worden genomen voor de verbouwing of voor grote onderhoudswerken aan de gebouwen;

2° punt 7° wordt aangevuld als volgt : « , verzekering voor de verdediging in justitie, verzekering voor de burgerlijke aansprakelijkheid voor de leden van de raad van bestuur in de uitoefening van hun ambten;

3° punt 8° wordt door het volgende punt vervangen :

« 8° de rechtskosten en honoraria van advocaten, deskundigen en gerechtsdeurwaarders, alsook de kosten en gerechtskosten bedoeld bij de artikelen 1017 tot 1024 van het Gerechtelijk Wetboek, bestemd voor de dekking van de kosten om verdediging voor de gerechten van personeelsleden en van de inrichtende macht, in het kader van de procedures waarin ze tegen de begunstigden van de hulp verleend door de erkende dienst zouden optreden, met aftrek van de kosten en gerechtskosten bedoeld bij de artikelen 1017 tot 1024 effectief teruggevorderd ten laste van de begunstigde van de hulp »;

4° bij punt 9° worden de woorden « 3.111,39 EUR » vervangen door de woorden « 4.667,08 EUR »;

5° bij punt 11° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij a) worden de woorden « 4.065,45 EUR » vervangen door de woorden « 5.680,83 EUR »,

b) bij b) worden de woorden « 4.397,38 EUR » vervangen door de woorden « 6.145,73 EUR »,

c) bij c) worden de woorden « 6.513,15 EUR » vervangen door de woorden « 9.102,70 EUR »;

6° bij punt 12° worden de woorden « de aan de plaatselijke kantoren voor tewerkstelling betaalde bedragen voor gelegenheidsopdrachten » vervangen door de woorden « de aan de plaatselijke kantoren voor tewerkstelling en ondernemingen van interim-arbeid betaalde bedragen voor gelegenheidsopdrachten »;

7° bij punt 15° worden de woorden « in België; de betoelaging voor vormingskosten in het buitenland hangt af van de toestemming van het bestuur » opgeheven;

8° punt 16° wordt door het volgende punt vervangen :

« 16° de reiskosten van het personeel in dienstverband en voor opdrachten, de supervisors en opleiders, in België of in de aangrenzende landen, op basis van het tarief per kilometer van toepassing op het personeel van het bevoegde bestuur; « ;

9° § 1 wordt met een punt 26°, luidend als volgt, aangevuld :

« 26° de vertegenwoordigingskosten beperkt tot 350 EUR per erkende dienst, indexeerbaar. ».

Art. 29. In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 41 » vervangen door de woorden « artikel 39 ».

Art. 30. In artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt door het volgende lid vervangen :

« Naast de opdrachten bepaald in deze specifieke besluiten kunnen de erkende diensten ook, na advies van het bevoegde bestuur en instemming van de Minister, een onderzoeks-, experimentatie-, expertise- en ontwikkelingsactie van de sector voor hulpverlening aan de jeugd voeren met het oog op de verbetering van de praktijken ontwikkeld door de erkende diensten die tot de toepassing van het decreet bijdragen. Deze acties worden beperkt tot een periode van drie jaar, één keer vernieuwbaar voor een periode van één jaar. »;

2° artikel 37 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Naast de opdrachten bepaald in deze specifieke besluiten kunnen de opvangdiensten en de diensten voor opvoedingshulpverlening, de gespecialiseerde opvangcentra en de diensten die een bijzonder pedagogisch project uitvoeren betreffende de steunverlening voor huisvesting ook breukopvoedingsprojecten inrichten. ».

Art. 31. In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij het eerste lid worden de woorden « 10 jaar » vervangen door de woorden « 7 jaar »;

2° bij het vierde lid worden de woorden « ; - wordt de controleerbare lijst van de uitzet gedurende 3 jaar door de dienst bewaard » opgeheven.

Art. 32. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Vanaf januari 2013 worden de bedragen van de forfaitaire subsidies om werkingskosten toegekend aan de erkende diensten op basis van de artikelen 35 en 36 vervangen door de coëfficiënt tussen, als noemer, het forfaitaire bedrag dat in december 2012 gold en 1,1018 bij de teller. ».

Art. 33. In artikel 43, § 2, punt 2° van hetzelfde besluit, worden de woorden « punt 2 » vervangen door de woorden « punt 3 ».

Art. 34. Artikel 44 wordt opgeheven.

Art. 35. Aan bijlage 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in A., worden de volgende wijzigingen aangebracht;

a) Bij punt 1° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i. de woorden « , met inbegrip van de geldelijke anciënniteit berekend op basis van de bepalingen vermeld in bijlage 2, A van dit besluit, » worden opgeheven;

ii. punt 1° wordt met de volgende bepaling vervangen :

iii. De betaling van de bezoldigingen bevat de geldelijke anciënniteit berekend op basis van de bepalingen opgenomen in bijlage 2, A van dit besluit, met uitzondering van de bepaling betreffende de ranginname. »;

b) punt 2° wordt vervangen door een punt 2°, luidend als volgt :

« 2° de betaling van de wettelijke werkgeverslasten in verband met de bezoldigingen, alsook de betaling van de wetsverzekering.

Bij wijze van overgangsmaatregel, met het oog op de regularisatie, kunnen de premiers betreffende de wetsverzekering van het voorgaande jaar in aanmerking worden genomen en verdeeld worden over de laatste drie jaren van de lopende driejarenperiode; »;

c) bij punt 3° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i. bij het eerste lid worden de woorden « van de Paritaire Commissie voor tehuizen voor opvoeding en huisvesting, te weten de volgende lasten » vervangen door de woorden « van de Subparitaire Commissie van de inrichtingen en diensten voor opvoeding en huisvesting van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap »;

ii. bij punt b) worden de woorden 495,79 » vervangen door de woorden « 495,79 EUR »;

iii. bij punt d) worden de woorden « een niet indexeerbaar maximumbedrag van 12,39 EUR » vervangen door de woorden « een vergoedingsbedrag bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomsten van de Subparitaire commissie voor de inrichtingen en diensten voor opvoeding en huisvesting van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, »;

d) bij punt 4° wordt punt a) vervangen door het volgende punt :

« wanneer de duur van de vooropzeg door de bevoegde rechtsmacht verlengd wordt, ten gevolge van een beroepsinstelling door het personeelslid, beslist de Minister of het geheel of een deel van de bijkomende kosten beslist door de voornoemde rechtsmacht in aanmerking komt om de provisionele subsidie te verantwoorden. Wanneer de vooropzeg betekend wordt omwille van definitieve stopzetting van de activiteiten van de dienst, moet hij gepresteerd worden tot het einde van de activiteiten van de dienst. »;

e) bij punt 5° worden de woorden « § 10°, 11°, 13°, 22° en 25° » vervangen door de woorden « 9°, 10°, 11°, 13°, 22° en 25° »;

f) punt 6° wordt door het volgende punt vervangen :

« 6° de betaling van de vergoeding wegens vervroegd pensioen, voor zover de wettelijke bepalingen inzake vervroegd pensioen in acht worden genomen; »;

g) bij punt 7° worden de woorden « uitgaven voor wetsverzekering » vervangen door de woorden « effectieve lasten bedoeld bij 2° »;

h) bij punt 8° worden de woorden « zo nodig, de inaanmerkingneming van het aandeel of van het gedeelte van de bezoldigingen en lasten die niet door andere publiekrechtelijke rechtspersonen worden gefinancierd » vervangen door de woorden « zo nodig, de inaanmerkingneming van het aandeel of van het gedeelte van de bezoldigingen en lasten die niet door andere publiekrechtelijke rechtspersonen of sectorgebonden sociale fondsen worden gefinancierd »;

i) punt 9° wordt door het volgende punt vervangen :

« 9° de toekenning van bijkomende voordelen bedoeld in het openbaar statuut van de erkende dienst voor zover aan de volgende voorwaarden integraal voldaan wordt :

a) dat de lasten van de lonen en bezoldigingen vereffend ten gunste van het personeel onderhevig zijn aan het algemene stelsel dat van toepassing is op het geheel van het personeel dat aan het openbaar statuut van de entiteit onderhevig is;

b) dat de barema's betreffende de voornoemde lonen en bezoldigingen verplicht worden verklaard door de gewestelijke overheid die de voogdij heeft over het toezicht op de uitgaven;

c) dat de betrekkingen bedoeld in het kader van de erkende dienst zoals bepaald in zijn erkenningsbesluit volledig bezet worden in getal en per ambt;

d) dat de titularissen van de voornoemde betrekkingen niet aan het werk zijn in het kader van federale of gewestelijke programma voor tewerkstelling; »;

j) punt A. wordt aangevuld met de punten 10° en 11°, luidend als volgt :

« 10° de maandelijkse bijdrage gestort op het Old Timer Sociaal Fonds met toepassing van de ad hoc arbeidsovereenkomst, in de woorden waarmee ze gesloten werd binnen de Paritaire commissie 319.02 houdende bepalingen inzake inrichting van het einde van de beroepsloopbaan, « Plan Tandem genoemd, wordt als een in aanmerking komende last beschouwd;

Voor de openbare sector moet dit stelsel eerst erkend worden door de Regering van de Franse Gemeenschap als voordelig inzake waarborgen die gelijkwaardig moeten worden beschouwd met deze bedoeld bij de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst;

11° een jaarlijkse bruto premie, enkel aan de directeurs met barema A toegekend, op voorwaarde dat de normen inzake personeelsbezetting bedoeld bij artikel 31, § 1, 4°, bepalen dat maximum één directieambt (voltijds equivalent) bezet kan worden, zonder inbegrip van de ambten van coördinatoren :

a) wanneer de normen inzake personeelsbezetting bedoeld bij artikel 31, § 1, 4°, met minder dan 10 voltijdse equivalenten betrekkingen overeenstemmen, wordt de premie vastgelegd op indexeerbaar 333,19 EUR/jaar voor de directeur die het bewijs kan leveren van minstens drie jaar opvoedingsambten;

b) wanneer de voornoemde normen inzake personeelsbezetting met 10 voltijdse equivalenten betrekkingen overeenstemmen, wordt de premie vastgelegd op indexeerbaar 409,87 EUR/jaar voor de directeur die het bewijs kan leveren van minstens twaalf jaar opvoedingsambten, waaronder minstens zes jaar in een directieambt in een erkende dienst;

c) wanneer de voornoemde normen inzake personeelsbezetting met 10 voltijdse equivalenten betrekkingen overeenstemmen, wordt de premie vastgelegd op indexeerbaar 409,87 EUR/jaar voor de directeur die het bewijs kan leveren van minstens drie jaar opvoedingsambten;

d) voor de directeur die na 1 oktober 2012 in een erkende dienst zijn ambt heeft bekleed, wordt de toekenning van de premie afhankelijk gemaakt van de deelneming aan een specifieke opleidingsmodule waarvan de nadere regels door de Minister bepaald worden;

e) de premie wordt evenredig toegekend met het gepresteerde wekelijkse tijdsschema en maandelijks per twaalfde uitbetaald; met deze premie wordt geen rekening gehouden voor de berekening van de eindejaarstoelage bedoeld bij punt a). »;

2° punt B. wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

« 6° de bijkomende bezoldigingen en voordelen die uitbetaald werden en die geheel of gedeeltelijk de reglementaire wettelijke bepalingen inzake sociaal of fiscaal recht niet in acht nemen ».

Art. 36. Aan bijlage 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij A., punt 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij punt a) worden de woorden « deze prestaties worden in aanmerking genomen vanaf de leeftijd van de ranginneming die na de betrekking in bijlage 4 van dit besluit vermeld staat », opgeheven;

b) bij punt a) worden de leden 2 tot 5 opgeheven;

c) punt c) wordt door het volgende punt vervangen :

« De periodes van tijdskrediet voor voltijdse betrekkingen worden, ten belope van maximaal één jaar, gelijkgesteld met een effectieve arbeidsperiode voor de berekening van de subsidiëerbare geldelijke anciënniteit; »;

2° bij A., punt 4 worden de woorden « en vanaf 24 of 21 jaar naargelang van de beklede leidingfunctie » opgeheven;

3° bij A., punt 4., a), worden de woorden « de titularissen van de universitaire licentiaten » vervangen door de woorden « de titularissen van de universitaire licentiaten of masters »;

4° bij punt A., punt 5., worden de woorden « De volgende documenten zijn » vervangen door de woorden « Eén van de volgende documenten is »;

5° bij punt B., tweede lid, worden de woorden « Voor de berekening van die anciënniteit wordt er rekening gehouden met de bepalingen bedoeld bij punt A van dezelfde bijlage, met evenwel de volgende beperkingen » vervangen door de woorden « De geldelijke anciënniteit erkend in de sector van de hulpverlening aan de jeugd wordt bepaald rekening houdend met de volgende beperkingen »;

6° bij punt B., punt 1°, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij punt a) worden de woorden « betreffende de jeugdbescherming » en de woorden « inzake hulpverlening aan de jeugd » opgeheven;

b) punt b) wordt opgeheven, waarbij punt c) een nieuw punt b) wordt, luidend als volgt :

« b) in een dienst of een inrichting erkend door een andere openbare macht in het kader van activiteiten die hoofdzakelijk voor de jongeren bestemd worden. »;

7° bij punt B., 4°, wordt het woord « twaalf » vervangen door het woord « achttien ».

Art. 37. § 1. In de artikelen 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 20, 27, 28, 29, 30, 31, 34, 35, 36, 38, 41, 43, 44*bis*, 44*ter*, 44*quater*, bij bijlage 1 en bij bijlage 2 van hetzelfde besluit, en behoudens wanneer er verwezen wordt naar het opschrift van een reglementering, worden de woorden « dienst » of « diensten » respectief vervangen door de woorden « erkende dienst » of « erkende diensten ».

§ 2. In de artikelen 34, 35 en in bijlage 2 van hetzelfde besluit, en behoudens in de uitdrukking « bestuurskosten » wordt het woord « bestuur » vervangen door de woorden « bevoegd bestuur ».

Art. 38. In bijlage 3 bij hetzelfde besluit, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij A., punt 5°, eerste streepje, worden de woorden « diploma of » afgeschaft;

2° bij A., wordt punt 6°, eerste streepje, aangevuld met de volgende woorden :

« of het getuigschrift van secundair onderwijs van de 2^{de} graad »;

3° bij B., wordt punt 1° aangevuld met de volgende woorden :

« of bachelor in de psychologie, in de opvoedingswetenschappen en sociale wetenschappen »;

4° bij B., wordt het punt 2° vervangen door het volgende punt :

« 2° Licentiaat of master in de sector menselijke en sociale wetenschappen, zoals bedoeld in punt 1 van artikel 3, § 1 van het decreet van 5 september 1994 van de Franse Gemeenschap houdende regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid de licenties of masters in de rechten, criminologie, psychologie, opvoedingswetenschappen en sociale wetenschappen, wetenschappen van het gezin en de seksualiteit of licentiaat of master in de specialiteit bepaald door de Minister, in de gevallen waarbij in deze mogelijkheid wordt voorzien bij een specifiek besluit dat betrekking heeft op dat type pedagogisch project of op deze categorie van diensten. »;

5° bij C., wordt het punt 1°, eerste streepje, aangevuld met hetgeen volgt :

« of het getuigschrift van secundair onderwijs van de 2^{de} graad »;

6° bij C., punt 4°, wordt het eerste streepje vervangen door hetgeen volgt :

« -een diploma gegradueerde of bachelor in de boekhouding, het beheer of het huismeesterambt, of een ander gelijkgesteld bekwaamheidsbewijs; »;

7° bij C., punt 4°, wordt het tweede streepje vervangen door het volgende streepje :

« - wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie, het personeelslid dat sinds 1 januari 2007 ononderbroken het ambt van huismeester uitoefent zoals bedoeld bij 3° en dit, wat ook het wekelijkse tijdschema is, in een dienst erkend op basis van dit besluit of in een private opleidings- en vervolmingsdienst bedoeld bij artikel 45*bis* van het decreet; »;

8° bij C., punt 4°, derde streepje, (1), worden de woorden « bij artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « bij artikel 45*bis* van het decreet »;

9° bij E., punt 1°, a), tweede streepje, worden de woorden « of master » ingevoegd tussen « een licentiaat » en de woorden « in de sector »;

10° bij E., wordt het punt 1°, a), aangevuld met het volgende streepje :

« - of een master sociale Engineering en actie. »;

11° bij E., wordt het punt, b) aangevuld met de volgende streepjes :

« - of een master, ofwel in de handelswetenschappen, ofwel in het beheer van een onderneming, ofwel in de beheerswetenschappen of ermee gelijkgesteld;

- of een diploma of eindstudiegetuigschrift van het hoger onderwijs in beheer, boekhouding, economie of ermee gelijkgesteld. »;

12° bij E., bij punt 3°, tweede streepje, worden de woorden « een licentie » vervangen door de woorden « ofwel een licentie of een master »;

13° bij E., bij punt 3°, worden de derde en vierde streepjes vervangen door de volgende streepjes :

« - of een master sociale engineering en actie;

- of een licentie of master in de toegepaste economische wetenschappen of in de handelswetenschappen of in de arbeidswetenschappen of in het beheer van een onderneming of de beheerswetenschappen of ermee gelijkgesteld;

- en een ervaring van zes jaar voltijdse equivalent in opvoedings- of beheersambten. ».

Art. 39. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 5, luidend als volgt :

Bijlage 5

Baremaschalen voor de bezoldiging in euro bedoeld bij artikel 31, § 1^{er}, 11°, van dit besluit,
voor de berekening van de jaarlijkse provisionele subsidie met toepassing van de overeenkomsten van de non-profit sector;
jaarlijkse bedragen bij een indexeringscoëfficiënt 1,0000.

Bezoldigingen die niet op 1 september 2001 werden herwaardeerd	Opvoeder klasse 1	Opvoeder klasse 2	Opvoeder klasse 2A	Opvoeder klasse 2B	Gewaarborgd minimumloon	Hoofd-opvoeder	Coördinator barema A	Coördinator barema B	Directeur barema A	Maatschappelijk assistent
	Gegradueerd en niet gegradueerd huismeester								Licentiaat	Gegradueerd verpleger
Anciënniteit										
0	14.659,21	13.423,11	13.423,11	12.893,31	12354, 52	16.778,30	17.528,75	18.235,15	20.398,34	15394,98
1	14.924,18	13.688,06	13.643,86	13.158,26		17.043,27	17.793,72	18.500,12	21.016,41	15703,95
2	15.189,15	13.953,01	13.864,61	13.423,21		17.308,24	18.058,69	18.765,09	21.634,48	16012,92
3	15.454,12	14.217,96	14.085,36	13.688,16		17.573,21	18.323,66	19.030,06	22.252,55	16321,89
4	15.454,12	14.217,96	14.085,36	13.688,16		17.573,21	18.323,66	19.030,06	22.252,55	16321,89
5	15.719,09	14.482,91	14.350,31	13.953,11		17.838,18	18.588,63	19.295,03	23.201,76	16851,69
6	15.719,09	14.482,91	14.350,31	13.953,11		17.838,18	18.588,63	19.295,03	23.201,76	16851,69
7	16.072,24	14.836,06	14.615,26	14.306,26		18.191,33	18.941,78	19.648,18	24.150,97	17381,49
8	16.072,24	14.836,06	14.615,26	14.306,26		18.191,33	18.941,78	19.648,18	24.150,97	17381,49
9	16.778,56	15.189,21	14.880,21	14.659,41		18.897,65	19.648,10	20.354,50	25.100,18	19942,06
10	16.778,56	15.189,21	14.880,21	14.659,41		18.897,65	19.648,10	20.354,50	25.100,18	19942,06
11	17.484,88	15.542,36	15.145,16	15.012,56		19.603,97	20.354,42	21.060,82	26.049,39	20471,86
12	17.484,88	15.542,36	15.145,16	15.012,56		19.603,97	20.354,42	21.060,82	26.049,39	20471,86
13	18.102,95	15.895,51	15.498,31	15.365,71		20.222,04	20.972,49	21.678,89	26.998,60	21001,66
14	18.102,95	15.895,51	15.498,31	15.365,71		20.222,04	20.972,49	21.678,89	26.998,60	21001,66
15	18.721,02	16.248,66	15.851,46	15.718,86		20.840,11	21.590,56	22.296,96	27.947,81	21531,46
16	18.721,02	16.248,66	15.851,46	15.718,86		20.840,11	21.590,56	22.296,96	27.947,81	21531,46
17	19.339,09	16.601,81	16.204,61	16.072,01		21.458,18	22.208,63	22.915,03	28.897,02	22061,26
18	19.339,09	16.601,81	16.204,61	16.072,01		21.458,18	22.208,63	22.915,03	28.897,02	23886,00
19	19.957,16	16.954,96	16.557,76	16.425,16		22.076,25	22.826,70	23.533,10	29.846,23	24415,80
20	19.957,16		16.557,76	16.425,16		22.076,25	22.826,70	23.533,10	29.846,23	24415,80
21	20.575,23		16.910,91	16.778,31		22.694,32	23.444,77	24.151,17	30.795,44	24945,60
22	20.575,23		16.910,91	16.778,31		22.694,32	23.444,77	24.151,17	30.795,44	24945,60
23	21.193,30		17.264,06	17.131,46		23.312,39	24.062,84	24.769,24	31.744,65	25475,40
24	21.193,30		17.264,06	17.131,46		23.312,39	24.062,84	24.769,24		25475,40
25	21.811,37		17.617,21	17.484,61		23.930,46	24.680,91	25.387,31		26005,20
26	21.811,37		17.617,21	17.484,61		23.930,46	24.680,91	25.387,31		26005,20

Bezoldigingen die niet op 1 september 2001 werden herwaardeerd	Opvoeder klasse 1	Opvoeder klasse 2	Opvoeder klasse 2A	Opvoeder klasse 2B	Gewaarborgd minimumloon	Hoofd-opvoeder	Coördinator barema A	Coördinator barema B	Directeur barema A	Maatschappelijk assistent
	Gegradueerd en niet gegradueerd huismeester								Licentiaat	Gegradueerd verpleger
Anciënniteit										
27	22.429,44		17.970,36	17.837,76		24.548,53	25.298,98	26.005,38		26534,99
28	22.429,44		17.970,36	17.837,76		24.548,53	25.298,98	26.005,38		
29	23.047,51		18.588,43	18.190,91		25.166,60	25.917,05	26.623,45		
30							25.917,05	26.623,45		
31							26.535,12	27.241,52		

Bezoldigingen die niet op 1 september 2001 werden herwaardeerd	Gebrevetteerd verpleger	Doctor in de gespecialiseerde geneeskunde	Doctor in de geneeskunde	Directeur-generaal barema A	Opvoeder klasse 3	Opsteller	Klerk	Personeel	Directeur-generaal barema B
				Directeur barema B				technisch	
Anciënniteit									
0	14.217,73	33.642,55	25.254,60	22.164,26	12.518,38	12.735,60	12.518,38	12.215,97	27373,59
1	14.482,71	33.642,55	25.872,67	22.782,33	12.657,08	13.000,57	12.657,08	12.376,58	27373,59
2	14.747,67	34.967,02	26.490,74	23.400,40	12.795,78	13.265,54	12.795,78	12.537,19	28698,06
3	15.012,64	34.967,02	27.108,81	24.018,47	12.934,48	13.530,51	12.934,48	12.697,80	28698,06
4	15.012,64	36.291,49	27.108,81	24.018,47	12.934,48	13.530,51	12.934,48	12.697,80	30022,53
5	15.277,61	36.291,49	28.190,42	24.967,68	13.127,22	13.785,91	13.127,22	12.811,26	30022,53
6	15.277,61	37.615,96	28.190,42	24.967,68	13.127,22	13.785,91	13.127,22	12.811,26	31347,00
7	15.630,76	37.615,96	29.272,03	25.916,89	13.319,96	14.041,31	13.319,96	12.924,72	31347,00
8	15.630,76	38.940,43	29.272,03	25.916,89	13.319,96	14.041,31	13.319,96	12.924,72	32671,47
9	17.911,28	38.940,43	30.353,64	26.866,10	13.569,19	14.659,38	13.512,70	13.077,45	32671,47
10	17.911,28	40.264,90	30.353,64	26.866,10	13.569,19	14.659,38	13.512,70	13.077,45	33995,94
11	18.441,08	40.264,90	31.435,25	27.815,31	13.852,38	15.277,45	13.705,44	13.230,18	33995,94
12	18.441,08	41.589,37	31.435,25	27.815,31	13.852,38	15.277,45	13.705,44	13.230,18	35320,41
13	18.970,88	41.589,37	32.516,86	28.764,52	14.135,57	15.895,52	13.898,18	13.382,91	35320,41
14	18.970,88	42.913,84	32.516,86	28.764,52	14.135,57	15.895,52	13.898,18	13.382,91	36644,88
15	19.500,68	42.913,84	33.598,47	29.713,73	14.488,00	16.513,59	14.162,31	13.535,64	36644,88
16	19.500,68	44.238,31	33.598,47	29.713,73	14.488,00	16.513,59	14.162,31	13.535,64	37969,35
17	20.030,48	44.238,31	34.680,08	30.662,94	14.840,43	17.131,66	14.426,44	13.688,37	37969,35
18	20.030,48	45.562,78	34.680,08	30.662,94	14.840,43	17.131,66	14.426,44	13.688,37	39293,82
19	20.560,28	45.562,78	35.761,69	31.612,15	15.192,86	17.749,73	14.690,57	13.841,10	39293,82
20	20.560,28	46.887,25	35.761,69	31.612,15	15.192,86	17.749,73	14.690,57	13.841,10	40618,29

Bezoldigingen die niet op 1 september 2001 werden herwaardeerd	Gebrevetteerd verpleger	Doctor in de gespecialiseerde geneeskunde	Doctor in de geneeskunde	Directeur-generaal barema A	Opvoeder klasse 3	Opsteller	Klerk	Personeel	Directeur-generaal barema B
				Directeur barema B				technisch	
Anciënniteit									
21	21.090,08	46.887,25	36.843,30	32.561,36	15.545,29	18.367,80	14.954,70	13.993,83	40618,29
22	21.090,08	48.211,72	36.843,30	32.561,36	15.545,29	18.367,80	14.954,70	13.993,83	41942,76
23	21.619,88		37.924,91	33.510,57	15.897,72	18.985,90	15.218,83	14.146,56	
24	21.619,88			33.510,57	15.897,72	18.985,90	15.218,83	14.146,56	
25	22.149,68			34.459,78	16.250,15	19.603,97	15.482,96	14.299,29	
26	22.149,68				16.250,15	19.603,97	15.482,96	14.299,29	
27	22.679,48				16.602,58	20.222,04	15.898,16	14.452,02	
28	22.679,48				16.602,58	20.222,04	15.898,16		
29	23.209,28				16.955,01	20.840,11	16.313,36		
30									
31									

Art. 40. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 6, luidend als volgt :

Bijlage 6

Baremaschalen voor de bezoldiging in euro bedoeld bij artikel 31, § 1^{er}, 11°, van dit besluit, voor de berekening van de jaarlijkse provisionele subsidie met toepassing van de overeenkomsten van de non-profit sector; jaarlijkse bedragen bij een indexeringscoëfficiënt 1,0000.

Bezoldigingen herwaardeerd 2006	Opvoeder klasse 1	Opvoeder klasse 2	Opvoeder klasse 2A	Opvoeder klasse 2B	Hoofdopvoeder	Coördinator barema A	Coördinator barema B	Directeur barema A	Maatschappelijk assistent
	Gegradueerd en niet gegradueerd huismeester							Licentiaat	Gegradueerd verpleger
Anciënniteit									
0	15.615,10	14.360,00	14.360,00	13.638,63	18.181,14	19.488,78	19.820,79	21.337,71	15.960,92
1	16.374,76	15.096,02	15.075,25	14.326,01	18.833,54	20.058,78	20.390,78	22.203,92	16.741,26
2	16.499,30	15.220,55	15.179,00	14.524,52	18.958,08	20.183,31	20.515,32	22.494,42	16.886,47
3	16.906,06	15.486,20	15.423,88	14.723,02	19.466,30	20.633,41	20.965,41	23.300,61	17.313,92
4	16.906,06	15.486,20	15.423,88	14.797,00	19.466,30	20.633,41	20.965,41	23.300,61	17.313,92
5	17.312,82	15.798,87	15.736,55	14.995,51	19.974,66	21.083,49	21.415,49	24.262,43	17.845,15
6	17.312,82	15.798,87	15.736,55	15.108,90	19.974,66	21.083,49	21.415,49	24.262,43	17.845,15
7	18.864,74	17.180,41	17.076,64	15.309,45	20.524,45	21.575,02	21.907,03	25.224,25	19.480,09
8	18.864,74	17.180,41	17.076,64	15.383,43	20.524,45	21.575,02	21.907,03	25.224,25	19.480,09
9	19.484,52	17.634,21	17.488,98	15.623,39	21.240,12	22.232,54	22.564,54	26.186,07	20.971,37

Bezoldigingen herwaardeerd 2006	Opvoeder klasse 1	Opvoeder klasse 2	Opvoeder klasse 2A	Opvoeder klasse 2B	Hoofdopvoeder	Coördinator barema A	Coördinator barema B	Directeur barema A	Maatschappelijk assistent
	Gegradueerd en niet gegradueerd huismeester							Licentiaat	Gegradueerd verpleger
Anciënniteit									
10	19.676,38	17.826,07	17.680,84	15.913,69	21.431,96	22.424,41	22.756,41	26.377,94	21.163,22
11	20.296,18	18.279,86	18.093,18	16.168,39	22.147,75	23.081,93	23.413,94	27.339,77	21.700,05
12	20.296,18	18.279,86	18.093,18	16.257,14	22.147,75	23.081,93	23.413,94	27.339,77	21.700,05
13	20.874,48	18.733,66	18.546,98	16.511,86	22.822,06	23.697,98	24.029,99	28.301,59	22.236,87
14	20.874,48	18.733,66	18.546,98	16.600,61	22.822,06	23.697,98	24.029,99	28.301,59	22.236,87
15	21.452,78	19.187,45	19.000,77	16.855,34	23.496,24	24.314,03	24.646,04	29.263,41	22.773,68
16	22.444,19	19.187,45	19.000,77	16.944,06	23.496,24	24.314,03	24.646,04	29.263,41	23.765,09
17	23.022,49	19.641,24	19.454,56	17.198,79	24.170,56	24.930,07	25.262,08	30.225,23	24.301,90
18	23.022,49	19.641,24	19.454,56	17.287,52	24.170,56	24.930,07	25.262,08	30.225,23	25.159,53
19	23.600,80	20.095,04	19.908,36	17.542,25	24.844,87	25.546,11	25.878,11	31.187,05	25.696,34
20	23.600,80	20.095,04	19.908,36	17.630,99	24.844,87	25.546,11	25.878,11	31.187,05	25.696,34
21	24.179,11	20.455,49	20.362,15	17.885,71	25.519,05	26.162,17	26.494,18	32.148,89	26.233,17
22	24.179,11	20.455,49	20.362,15	17.974,46	25.519,05	26.162,17	26.494,18	32.148,89	26.233,17
23	24.757,42	20.815,94	20.815,95	18.229,17	26.193,36	26.778,21	27.110,21	33.110,71	26.769,99
24	24.757,42	20.815,94	20.815,95	18.319,51	26.193,36	26.778,21	27.110,21	33.110,71	26.769,99
25	25.335,73	21.269,73	21.269,74	18.575,99	26.867,67	27.394,26	27.726,26	33.110,71	27.306,81
26	25.335,73	21.269,73	21.269,74	18.666,50	26.867,67	27.394,26	27.726,26	33.110,71	27.306,81
27	25.914,04	21.723,52	21.723,53	18.922,98	27.541,86	28.010,31	28.342,31	33.110,71	27.843,63
28	25.914,04	21.723,52	21.723,53	19.013,50	27.541,86	28.010,31	28.342,31	33.110,71	27.843,63
29	26.204,53	22.014,01	22.014,02	19.269,98	27.832,35	28.300,80	28.632,81	33.110,71	27.843,63
30	26.204,53	22.014,01	22.014,02	19.269,98	27.832,35	28.300,80	28.632,81	33.110,71	27.843,63
31	26.204,53	22.014,01	22.014,02	19.269,98	27.832,35	28.591,29	28.923,30	33.110,71	27.843,63

Bezoldigingen herwaardeerd 2006	Gebrevetteerd verpleger	Doctor in de gespecialiseerde geneeskunde	Doctor in de geneeskunde	Directeur-generaal barema A	Opvoeder klasse 3	Opsteller	Klerk	Technisch personeel	Directeur-generaal barema B
Anciënniteit									
0	14.733,47	33.910,00	25.455,38	23.127,13	13.003,86	13.247,26	13.003,86	12.721,21	27.494,33
1	15.469,50	33.910,00	26.078,37	23.753,43	13.631,90	13.983,30	13.631,90	13.359,54	27.830,14
2	15.594,04	35.245,00	26.701,35	24.043,92	13.771,07	14.175,95	13.771,07	13.505,26	28.698,06
3	15.859,71	35.245,00	27.324,34	24.850,11	13.910,24	14.368,58	13.910,24	13.651,01	28.968,32
4	15.859,71	36.579,99	27.324,34	24.850,11	13.984,21	14.436,69	13.984,21	13.721,25	30.022,53
5	16.172,39	36.579,99	28.414,54	25.811,93	14.148,77	14.624,84	14.148,77	13.844,83	30.106,53

Bezoldigingen herwaardeerd 2006	Gebrevetteerd verpleger	Doctor in de gespecialiseerde geneeskunde	Doctor in de geneeskunde	Directeur-generaal barema A	Opvoeder klasse 3	Opsteller	Klerk	Technisch personeel	Directeur-generaal barema B
Anciënniteit									
6	16.172,39	37.914,99	28.414,54	25.811,93	14.222,76	14.789,46	14.222,76	13.915,09	31.347,00
7	17.553,93	37.914,99	29.504,74	26.773,75	14.387,33	15.074,13	14.387,33	14.038,66	31.347,00
8	17.553,93	39.249,98	29.504,74	26.773,75	14.461,31	15.238,75	14.461,31	14.108,91	32.671,47
9	18.913,60	39.249,98	30.594,94	27.735,58	14.652,43	15.693,86	14.625,88	14.250,94	32.671,47
10	19.105,46	40.584,98	30.594,94	27.735,58	14.942,65	16.046,66	14.916,10	14.538,95	33.995,94
11	19.642,27	40.584,98	31.685,15	28.697,40	15.164,48	16.501,78	15.095,41	14.695,80	33.995,94
12	19.642,27	41.919,97	31.685,15	28.697,40	15.253,23	16.666,40	15.184,16	14.780,86	35.320,41
13	20.179,10	41.919,97	32.775,35	29.659,22	15.475,08	17.121,52	15.363,50	14.937,70	35.320,41
14	20.179,10	43.254,96	32.775,35	29.659,22	15.563,82	17.286,13	15.452,23	15.022,77	36.644,89
15	20.715,91	43.254,96	33.865,55	30.621,05	15.818,21	17.741,25	15.665,13	15.179,62	36.644,89
16	20.715,91	44.589,96	33.865,55	30.621,05	15.906,94	17.905,87	15.753,86	15.264,68	37.969,36
17	21.252,73	44.589,96	34.955,75	31.582,88	16.161,32	18.363,31	15.966,74	15.421,53	37.969,36
18	21.252,73	45.924,95	34.955,75	31.582,88	16.250,07	18.531,18	16.055,49	15.506,59	39.293,83
19	21.789,55	45.924,95	36.045,95	32.544,69	16.504,45	18.989,53	16.268,37	15.663,43	39.293,83
20	21.789,55	47.259,95	36.045,95	32.544,69	16.593,19	19.157,41	16.357,10	15.748,51	40.618,30
21	22.326,37	47.259,95	37.136,15	33.506,51	16.847,58	19.615,76	16.569,99	15.905,35	40.618,30
22	22.326,37	48.594,94	37.136,15	33.506,51	16.936,32	19.783,63	16.658,73	15.990,41	41.942,77
23	22.863,19	48.594,94	38.226,35	34.468,34	17.190,71	20.242,02	16.871,62	16.147,26	41.942,77
24	22.863,19	48.594,94	38.226,35	34.468,34	17.279,44	20.409,88	16.960,36	16.232,32	41.942,77
25	23.400,01	48.594,94	38.226,35	35.430,16	17.533,82	20.868,24	17.173,24	16.389,17	41.942,77
26	23.400,01	48.594,94	38.226,35	35.430,16	17.622,57	21.036,10	17.261,99	16.474,23	41.942,77
27	23.936,82	48.594,94	38.226,35	35.430,16	17.876,95	21.494,47	17.545,86	16.631,08	41.942,77
28	23.936,82	48.594,94	38.226,35	35.430,16	17.965,70	21.662,33	17.634,61	16.716,14	41.942,77
29	24.185,83	48.594,94	38.226,35	35.430,16	18.221,34	22.120,69	17.919,75	16.801,21	41.942,77
30	24.185,83	48.594,94	38.226,35	35.430,16	18.221,34	22.120,69	17.919,75	16.801,21	41.942,77
31	24.185,83	48.594,94	38.226,35	35.430,16	18.221,34	22.120,69	17.919,75	16.801,21	41.942,77

Art. 41. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van :

- de artikelen 11 tot 15; 16, 1° en 2°, en 17 tot 21 die in werking treden op 1 september 2013;
- artikel 5 dat in werking treedt op 1 januari 2015 in zijn verwijzing naar artikel 6, § 1, 3°, van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;
- artikel 16, 3°, dat op 1 januari 2015 in werking treedt;
- artikel 24, § 1, b, dat op 1 januari 2015 in werking treedt;
- artikel 24, § 1, d, dat op 1 januari 2015 in werking treedt voor de erkende diensten die een driejarenperiode aanvangen op 1 januari 2015 en op 1 januari 2016 wat betreft het punt 10° van artikel 31, § 1, van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;
- artikel 27, 4°, dat op 1 januari 2014 in werking treedt met terugwerkende kracht op 1 januari 2007.

Brussel, 29 augustus 2013.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205579]

3 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant un renouvellement d'agrément des centres de validation des compétences pour les métiers d'ouvrier boulanger-pâtissier, d'employé administratif, de technicien PC & Réseau, d'aide-comptable

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, et plus particulièrement les articles 14 à 16;

Vu le décret du 13 novembre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu les avis du Comité directeur du 26 juin 2013;

Vu les avis de la Commission consultative d'agrément du 28 juin 2013;

Sur la proposition du Ministre de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Les agréments des centres de validation des compétences suivants sont renouvelés, sous réserve de l'octroi du renouvellement d'agrément par les trois parties à l'accord de coopération du 24 juillet 2003, pour une durée de deux ans :

— centre de validation des compétences de l'Enseignement de Promotion sociale de la Région de Bruxelles-Capitale dans le domaine des métiers de bouche, audité pour le métier d'ouvrier boulanger-pâtissier par l'organisme de contrôle Vinçotte International;

— FOREm Formation centre de Floreffe, audité pour le métier d'employé administratif par l'organisme de contrôle BCCA;

— centre bruxellois de validation des métiers TIC (EVOLIRIS), audité pour le métier de technicien PC & Réseaux par l'organisme de contrôle BCCA;

— centre de validation des compétences de l'Enseignement de Promotion sociale de Bruxelles, audité pour le métier d'aide-comptable par l'organisme de contrôle Vinçotte International.